



PROGRAMME RÉGIONAL
Océanien De L'ENVIRONNEMENT (PROE)

RAPPORT ANNUEL 2000



363.7099
SOU

Pays et territoires membres du PROE

Australie
Îles Cook
États fédérés de Micronésie
États-Unis d'Amérique
Fidji
France
Guam
Kiribati
Îles Mariannes du Nord
République des Îles Marshall
Nauru
Niue
Nouvelle-Calédonie
Nouvelle-Zélande
Palau
Papouasie-Nouvelle-Guinée
Pitcairn
Polynésie française
Samoa
Samoa américaines
Tokelau
Tonga
Tuvalu
Vanuatu
Wallis-et-Futuna

Catalogage à la source - Bibliothèque du PROE

Programme régional océanien de l'environnement
Rapport annuel du PROE : 2000. – Apia : PROE, 2001.

30p. ; 29 cm

ISSN: 1562-675X

1. Programme régional océanien de l'environnement (PROE). I. Titre.

341.246

Édité par le service des publications du PROE
Conception de la couverture par le service des publications du PROE

PROE
PO Box 240
Apia, Samoa
Téléphone : (685) 21929 Télécopie : (685) 20231
Courriel : sprep@sprep.org.ws Internet : www.sprep.org.ws

Imprimé sur papier 60% recyclé (savannah matt art) par
Quality Print Ltd, Fidji

Traduction et mise en page de la version française par
Language Professionals Limited
PO Box 3461, Auckland, Nouvelle-Zélande

© PROE 2001

Le Programme régional océanien de l'environnement autorise la reproduction intégrale ou partielle du présent ouvrage, par quelque procédé que ce soit, moyennant mention de la source.
Original en langue anglaise.

Avant-Propos



Conformément à l'exceptionnel millésime qui fait de lui l'annonceur du nouveau millénaire, l'an 2000 aura été une année charnière pour le Secrétariat du PROE.

Au cours de cette année :

- A été entrepris l'examen le plus systématique effectué à ce jour des réalisations et des lacunes enregistrées dans la mise en œuvre du Plan d'action pour la gestion de l'environnement de la région du Pacifique sud, au cours de la période 1997-2000;
- Une conférence ministérielle des pays membres du PROE a été organisée pour la première fois depuis 1996; elle a, entre autres choses, approuvé le nouveau Plan d'action pour la période 2001-2004;
- Le Secrétariat a emménagé dans les nouveaux locaux du PROE situés dans le quartier de Vailima, à Apia, après plusieurs années passées dans les bâtiments temporaires de Vaitele où le PROE s'était installé en 1992 après avoir quitté Nouméa pour Apia;
- Le premier cadre régional sur les changements climatiques, la variabilité climatique et l'élévation du niveau de la mer a été adopté; il permettra de mieux cibler les interventions régionales dans ce domaine;
- Un recensement des besoins de formation a été entreprise dans huit pays insulaires membres;
- Un recensement régional des besoins des services météorologiques nationaux des pays membres a été mené à bien;
- Un programme de conservation de la faune aviaire a été approuvé;
- Les effectifs du Secrétariat se sont portés à 71 agents, contre 63 en 1999, et
- le volume annuel total des dépenses engagées par le Secrétariat a atteint 7.768.633 dollars É.-U. – dont 1.870.485 dollars É.-U. concernant la construction du nouveau centre du PROE.

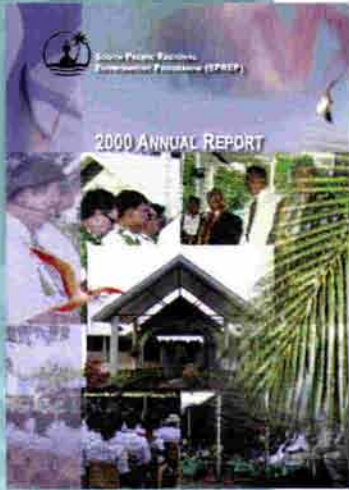
Les faits marquants caractérisant les travaux entrepris par le Secrétariat aux côtés de ses nombreux partenaires mériteraient d'être mentionnés à bien des titres et c'est justement l'objet de ce rapport.

Quelle incidence toutefois ces événements auront-ils eu sur l'environnement et le développement durable de nos pays insulaires ?

J'estime quant à moi qu'ils traduisent une prise de conscience plus profonde de la part des gouvernements et des peuples de la région, une reconnaissance des multiples enjeux que nous devons relever si nous voulons, comme cela est énoncé dans la Convention portant création du PROE, préserver et améliorer les ressources naturelles de nos pays insulaires au profit des générations futures. Ils rendent également compte d'une situation qui ne cesse d'empirer, une situation qui appelle avec une urgence croissante l'attention de chacun d'entre nous, ainsi que le soutien de la communauté internationale toute entière.

Nous savons désormais, avec plus de lucidité que jamais auparavant, que la demande internationale pesant sur les ressources limitées de nos îles et des mers alentours doit être gérée avec grand soin. Nous savons en outre que les activités, industrielles ou non, conduites dans le reste de la planète ont un impact direct sur notre environnement, sur l'air que nous respirons et sur d'autres aspects fondamentaux de notre existence quotidienne, tels que l'eau. Il s'ensuit que nous devons redoubler d'efforts pour prendre part aux nombreuses négociations menées dans le monde et qui ont une incidence directe sur les ressources et sur notre mode de vie.

C'est en partie pour cela que nos pays insulaires ont une conscience de plus en plus vive de la nécessité d'allier leurs forces dans un nombre croissant de domaines et de s'exprimer d'une voix unique. En tant que région, nous pouvons nous intégrer à un plus grand nombre de ces processus de négociations internationales. De ce point de vue, les partenariats mondiaux scellés dans le cadre de l'Alliance des petits États insulaires (AOSIS) qui portaient jusqu'ici sur les seuls changements climatiques se sont maintenant élargis aux questions intéressant la diversité biologique, et notamment la sécurité biologique.



La prise en charge de domaines sans cesse plus nombreux par nos pays insulaires impose des prélèvements croissants sur nos ressources nationales. Les lourdes et multiples demandes qui pèsent sur les budgets nationaux rendent la tâche malaisée aux gouvernements de la région qui ne peuvent s'appuyer sur les seules ressources intérieures.

Avec le recul, il n'est pas inutile de rappeler que jusqu'au début des années 90, la plupart des pays insulaires membres du PROE ne disposaient pas de services nationaux de l'environnement. Aujourd'hui, la quasi-totalité des nations insulaires ont créé de petites unités ou divisions de l'environnement dans le cadre de leur fonction publique. Plusieurs d'entre eux ont constitué leurs divisions au sein de l'un ou l'autre de leurs ministères ou départements et seulement trois pays ont mis en place de petits services autonomes de l'environnement. Dans l'un de nos pays membres, l'effectif du service de l'environnement est resté inchangé pendant plusieurs années, mais d'autres organes publics – comme le bureau national du Plan – ont en revanche créé en leur sein des postes voués aux questions environnementales et dont les titulaires travaillent en collaboration avec le service de l'environnement.

Dans de telles circonstances et si l'on tient compte du fait que les pays insulaires sont pour la plupart confrontés à des difficultés économiques majeures, il est encourageant de constater que l'an dernier, la majorité de ces pays ont augmenté leurs dotations budgétaires au profit de leur service de l'environnement. Au plan politique, quatre des pays où j'ai pu me rendre ont déclaré vouloir promouvoir leurs services de l'environnement au rang de ministère à part entière.

Il est tout aussi encourageant de noter que nombre d'organisations non gouvernementales (ONG) locales sont sorties du sol au cours des dernières années pour se destiner à la défense de l'environnement local et national. Plusieurs d'entre elles ont d'ailleurs participé au processus de consultations qui a présidé à l'élaboration du nouveau Plan d'action de la région.

Toute cette évolution est révélatrice d'une prise de conscience plus marquée de la nécessité d'aborder les questions environnementales à l'échelon national.

Pour encourageante que soit cette évolution, elle ne doit pas nous faire oublier que les enjeux écologiques auxquels notre région est confrontée n'ont quant à eux pas diminué. En fait, à bien des titres essentiels, notre environnement est dans une situation périlleuse : la diversité biologique ne cesse de s'amenuiser, la gestion des déchets solides empire régulièrement, les épisodes climatiques extrêmes sont plus fréquents et devraient frapper encore plus souvent... et la liste ne s'arrête pas là.

Nous sommes reconnaissants à l'égard des partenaires nationaux, régionaux et internationaux toujours plus nombreux qui appuient les efforts que nous menons de concert afin d'enrayer cette périlleuse dégradation qui pourrait bientôt nous priver de certaines de nos îles. J'espère très sincèrement que le soutien apporté aux efforts nationaux et régionaux augmentera de façon significative, confirmant l'engagement pris par nos gouvernements et nos populations, soucieux de lutter contre le délabrement de notre milieu naturel.

Une chose est sûre : la chute vertigineuse dans laquelle nous sommes embarqués avec la planète toute entière ne s'inversera pas si les gouvernements et la société civile – c'est-à-dire chacune et chacun d'entre nous – ne s'engagent pas plus radicalement et ne redoublent pas d'efforts.

Notre région dispose d'ores et déjà d'un Plan d'action qui offre un cadre à ces interventions communes. Il incombe à chacune et chacun d'entre nous de relever les défis qui se dressent devant nous.

Tamari'i Tutangata
Directeur

Introduction



De haut en bas :

À l'entrée des salles de conférence, les drapeaux des pays participants à la onzième Conférence du PROE à Guam, en 2000.

Séance plénière des Représentants officiels.

Le révérend Oka Fauolo bénissant le nouveau siège du PROE lors de son inauguration.

L'entrée du nouveau siège du PROE.

Photos : Fatu Tauafiali (PROE)

Présentation du PROE

Le Programme régional océanien de l'environnement (PROE) est l'organisation intergouvernementale chargée de promouvoir la coopération en matière d'environnement dans le Pacifique, d'appuyer les efforts visant la protection et la mise en valeur de l'environnement océanien et d'en assurer l'épanouissement durable.

Ses membres sont les gouvernements et administrations de vingt-deux États et territoires insulaires du Pacifique et de quatre pays développés ayant des intérêts directs dans la région.

Un Plan d'action préalablement adopté par les pays membres définit les grands axes de l'action du PROE. L'ambition des membres de l'organisation est de favoriser, par le biais du PROE, l'émergence d'une communauté d'États et de territoires océaniques dotés des moyens et animés de l'engagement nécessaires à la mise en œuvre de programmes de gestion et de conservation de l'environnement.

Bref historique

L'évolution du PROE, aujourd'hui à l'avant-garde des efforts de protection de l'environnement océanien, est le fruit des aspirations visionnaires de plusieurs pays insulaires du Pacifique et de groupements de défenseurs de l'environnement du monde entier.

C'est en 1969, lors d'une conférence organisée à Nouméa (Nouvelle-Calédonie) par l'Union mondiale pour la nature (UICN), qu'a germé l'idée d'une organisation régionale océanienne de l'environnement.

Au cours de la décennie suivante, le soutien d'organisations internationales telles le Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE) et la Commission économique et sociale pour l'Asie et le Pacifique (CESAP) et d'organismes régionaux du Pacifique comme le Secrétariat général du Forum des Îles du Pacifique (appelé alors Bureau de coopération économique du Pacifique Sud) ou le Secrétariat général de la Communauté du Pacifique (anciennement Commission du Pacifique Sud - CPS) a contribué à la concrétisation de cette vision.

La conférence ministérielle de l'environnement océanien, tenue à Rarotonga (Îles Cook) en mars 1982 a été marquée par l'officialisation d'un accord qui a abouti à la création d'un programme de gestion de l'environnement océanien rattaché à la CPS et accueilli au siège de l'organisation, à Nouméa (Nouvelle-Calédonie).

En janvier 1992, le PROE a quitté la Nouvelle-Calédonie pour s'implanter à Apia (Samoa). En août 2000, l'organisation s'est installée dans les nouveaux locaux de son siège permanent, situés à Vailima, près de la capitale samoane.

Mandat du PROE

Le PROE a pour mandat de "promouvoir la coopération dans la région du Pacifique Sud et de prêter son concours en vue de protéger et améliorer l'environnement de celle-ci ainsi que de pérenniser le développement pour les générations actuelles et futures".

Domaines d'intervention

Les activités du PROE se répartissent dans les grands domaines ci-dessous :

- 1 Conservation de la biodiversité et des ressources naturelles
- 2 Changements climatiques et gestion intégrée des zones côtières
- 3 Gestion des déchets, prévention de la pollution et interventions d'urgence
- 4 Gestion de l'environnement, planification et renforcement des institutions
- 5 Éducation, information et formation en matière d'environnement

Approche adoptée par le PROE

Le PROE est conscient de l'interdépendance des questions environnementales de dimension régionale et des enjeux écologiques mondiaux.

- Le PROE encourage la coopération avec d'autres organisations dans le souci d'aider les États et territoires insulaires membres à se doter de politiques, de programmes et d'informations adaptés leur permettant de résoudre des problèmes environnementaux communs.

- Le PROE participe activement aux efforts engagés en vue de protéger l'environnement mondial.
- Le PROE œuvre aux côtés des gouvernements, institutions et organisations spécialisées de la région et intervient en coopération avec les organismes et mécanismes régionaux pertinents en vue de promouvoir la coordination des activités mises en œuvre et d'éviter toute redondance des efforts engagés.
- Le PROE a pour ambition de favoriser le renforcement des capacités nationales en matière de gestion de l'environnement, à tous les niveaux et dans tous les secteurs.
- Le PROE encourage la participation des communautés locales à la gestion concertée des ressources naturelles aux fins du renforcement des droits de propriété qu'elles exercent sur les ressources locales et de l'utilisation de pratiques de gestion traditionnelles favorables à la conservation des ressources et au développement durable.
- Le PROE s'est fixé pour objectif d'améliorer la qualité et la diffusion des informations sur lesquelles se fondent les décisions et politiques, en favorisant notamment l'échange, dans des conditions appropriées, des connaissances traditionnelles.
- Le PROE encourage l'établissement de partenariats avec les organisations non gouvernementales (ONG) et leur participation à l'exécution de ses activités.
- Le PROE œuvre au renforcement des capacités nationales par le biais d'actions d'éducation et de formation à l'environnement entreprises dans tous ses domaines de compétence.

Table des matières

i Avant-propos

iii Introduction

Objectifs stratégiques

1 Conservation de la diversité biologique et des ressources naturelles

8 Changements climatiques et gestion intégrée des zones côtières

14 Gestion des déchets, prévention de la pollution et interventions d'urgence

19 Gestion de l'environnement, planification et renforcement des institutions

22 Éducation, information et formation en matière d'environnement

27 Direction et services administratifs

29 Les effectifs du PROE



Conservation de la diversité biologique et des ressources naturelles



photo: Françoise Martel (SPREP)



photo: Greg Sherley (SPREP)

En haut : Savourer la pureté de l'environnement de Tuvalu

En bas : L'une des rares espèces d'orchidées endémiques à la zone de conservation de Takitumu, aux Îles Cook.

Les peuples insulaires du Pacifique sont dépendants des ressources biologiques qui leur permettent de subvenir à leurs besoins traditionnels et, de plus en plus souvent, de générer des revenus. Leurs aspirations matérielles grandissantes et, dans bien des cas, la croissance démographique exercent des pressions considérables sur les ressources limitées et la diversité biologique qu'abritent les écosystèmes terrestres, côtiers et marins. La diversité biologique des îles du Pacifique est caractérisée par un taux élevé d'endémisme et par la multiplicité des espèces qui comptent pour certaines parmi les plus menacées au monde. Les carences de la gestion des ressources naturelles, l'insuffisance de la planification et la mise en œuvre aléatoire des projets de développement contribuent à appauvrir et à compromettre ces ressources naturelles.

Les ressources humaines et les moyens financiers qui permettraient de lutter efficacement contre ces problèmes demeurent, en outre, très limités.

Le succès de la protection et de la gestion des ressources naturelles dépendra de la participation et du soutien actif de toutes les parties intéressées, en particulier des populations locales. Il est essentiel de constituer des partenariats et de

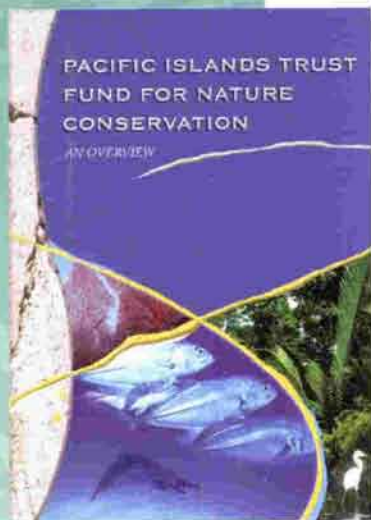
renforcer les capacités en vue de la gestion communautaire des zones de conservation et d'initiatives de protection des espèces répondant aux besoins économiques et culturels réalistes des communautés insulaires du Pacifique. Il convient aussi d'élaborer d'urgence des modèles de zones de conservation s'inspirant d'expériences couronnées de succès.

L'application des accords et programmes d'action régionaux et internationaux est une source de préoccupation grandissante pour les nations insulaires du Pacifique. Ces instruments concernent, entre autres, la protection des droits de propriété intellectuelle et des ressources génétiques, la dégradation des récifs coralliens et des zones humides, le commerce des espèces menacées, la sécurité biologique et les problèmes liés aux espèces envahissantes. Il faudra de la souplesse et un sens de l'innovation pour trouver remède à ces menaces et problèmes d'un genre nouveau. Préserver les ressources naturelles sans perdre le bénéfice de produits et de services rémunérateurs mais néanmoins respectueux de l'équilibre du milieu, tel est l'enjeu majeur auquel les peuples, communautés, pays et territoires du Pacifique insulaire sont confrontés.

Les principales réalisations de 2000

- Élaboration de stratégies de transition pour huit des 17 zones de conservation (ZC). Ces stratégies énoncent les domaines d'intervention auxquels le soutien du Programme de conservation de la diversité biologique dans le Pacifique (PCBPS) sera accordé en priorité en 2001 et recensent d'autres sources d'aide permettant à l'ensemble des ZC de s'adapter harmonieusement au retrait du PCBPS en 2001.
- Après deux années de conception et de mise à l'épreuve, élaboration d'un jeu d'indicateurs destinés à mesurer le succès des ZC relevant du PCBPS.
- Lancement du prix d'excellence du PCBPS : Le prix a été décerné à la zone de conservation de Takitumu, aux Îles Cook, pour son travail exemplaire de conservation.
- Démarrage, en milieu d'année 2000, du Programme d'action stratégique (PAS) pour les eaux internationales des petits États insulaires océaniques. Ce programme vise à i) élaborer des dispositifs régionaux de gestion et de conservation des ressources halieutiques océaniques et, ii) développer et perfectionner des pratiques exemplaires favorisant la participation des communautés aux actions de gestion et de conservation des ressources par le biais de projets pilotes.
- Élaboration de plans d'action à vocation communautaire, devant être mis en œuvre dans le cadre de partenariats entre l'État et les ONG dans sept pays polynésiens et cinq pays mélanésiens. Ce travail s'est déroulé lors de stages de formation des formateurs organisés par le PROE dans les deux sous-régions.
- Achèvement du guide de la faune aviaire de Fidji et de Polynésie. On y trouve des informations sur la conservation et la biologie des oiseaux ainsi qu'un historique des travaux d'ornithologie entrepris dans la sous-région.
- Réalisation d'une étude technique et adoption d'une stratégie de lutte contre les espèces envahissantes : L'étude passe en revue toutes les espèces envahissantes recensées à terre et dans les eaux douces des pays membres du PROE et expose diverses solutions permettant d'atténuer les menaces qu'elles présentent. L'ouvrage publié comporte en outre le texte de la Stratégie régionale de lutte contre les espèces envahissantes adoptée lors de la onzième Conférence du PROE, tenue à Guam, en 2000.

Activités régionales et internationales



Début des travaux pour le PAS

Le Programme d'action stratégique (PAS) pour les eaux internationales des petits États insulaires océaniques a démarré au milieu 2000. Il prévoit deux niveaux d'intervention, national et régional. Au plan régional, l'objectif est essentiellement d'élaborer des dispositifs de gestion et de conservation des ressources halieutiques océaniques du Pacifique central occidental. Au plan national, il est prévu d'intervenir dans les 14 pays associés au programme afin de développer et de perfectionner des pratiques exemplaires favorisant une participation dynamique des communautés aux actions de gestion et de conservation des ressources. Les activités nationales se dérouleront tout au long de 2001.

Constitution d'un Fonds fiduciaire régional

Deux réunions, tenues en février et en mai 2000, ont permis de définir le cadre d'intervention et les objectifs du Comité directeur constitué dans le but de créer un Fonds fiduciaire pour la protection de l'environnement océanique. Le Comité a soumis au PNUD et à d'autres bailleurs une demande de financement assortie d'un document de conception et d'un exposé général sur le fonds fiduciaire. Les observations reçues ont occasionné un fort volume de travail avant que la demande puisse être transmise au FEM. Suite à une recommandation émanant de la cinquième table ronde sur la conservation de la nature, tenue en novembre 2000, un exposé de la problématique et des solutions envisageables est en cours de conception afin de mettre en évidence les avantages du fonds fiduciaire régional par comparaison aux fonds nationaux.



photo : Fatu Tauafiali (PROE)

Les ministres réunis à l'occasion de la onzième conférence du PROE en octobre 2000 ont approuvé la constitution du Fonds fiduciaire régional.

Atelier de formation du PCBPS sur les indicateurs de succès des zones de conservation

Cet atelier a réuni 25 stagiaires relevant de huit projets de zones de conservation (ZC) créées au titre du Programme de conservation de la biodiversité dans le Pacifique Sud (PCBPS), ainsi que des personnes représentant d'autres projets menés dans le Pacifique. La formation portait sur l'utilisation et l'application d'indicateurs de succès des ZC et des mesures de conservation de la diversité biologique.

Après deux années de conception et de mise à l'épreuve, l'année 2000 marque l'adoption finale d'un jeu d'indicateurs et de méthodes de suivi destinés à mesurer le succès des ZC relevant du PCBPS.

Atelier sur les mécanismes de financement des stratégies et plans d'action nationaux en faveur de la diversité biologique

Le PCBPS a financé la participation de huit agents de soutien de zones de conservation à cet atelier PROE/WWF dans le but de renforcer les liens entre les ZC et les stratégies et plans d'action nationaux en faveur de la diversité biologique dans les pays concernés. Ces liens seront utiles au financement des ZC après la cessation du soutien financier du PCBPS.

Cinquième Table ronde des pays insulaires océaniques pour la conservation de la nature

La Cinquième Table ronde des pays insulaires océaniques pour la conservation de la nature a été organisée par le ministère néo-zélandais des affaires étrangères et du commerce. Elle a réuni 19 bailleurs et organismes régionaux œuvrant en faveur de la conservation de la nature. Les participants ont à nouveau discuté du fonds fiduciaire régional pour la protection de l'environnement et examiné l'état d'avancement de la conception des indicateurs de suivi de la conservation de la diversité biologique. Des lignes directrices ont été définies pour l'exploitation de la nouvelle base de données sur les activités régionales de conservation. Le Comité directeur de la 7ème conférence sur la conservation de la nature dans le Pacifique insulaire a également profité de l'occasion pour planifier les travaux de la conférence.

En haut : La brochure d'information sur le projet de Fonds fiduciaire régional (disponible auprès du Centre d'information et de documentation du PROE).

Au milieu : Tamari'i Tutangata et Serge Ducasse, le représentant local du PNUD, après la signature officielle de l'acte constitutif du PAS.

En bas : Trevor Ward présentant les intérêts et les applications des indicateurs de succès aux agents de conservation.

Huitième réunion du groupe consultatif technique et de gestion

Il s'agissait de la dernière réunion du groupe consultatif technique et de gestion du PCBPS. Elle avait essentiellement pour but d'examiner les dispositions adoptées pour assurer la pérennité des ZC après le retrait du PCBPS et de veiller à ce que les acquis de ce programme ne soient pas perdus lorsque le programme prendra fin en 2001.



Septième révision multipartite du PCBPS

Neuf pays associés au PCBPS ont pris part à cette septième réunion annuelle de révision. Ils se sont déclarés satisfaits des progrès et réalisations à inscrire à l'actif du programme au cours de cette année.

Atelier sous-régional (Polynésie) sur l'écotourisme dans les réserves marines communautaires – Formation des formateurs

Pour tirer le meilleur profit de cette action de formation, on y avait invité deux représentants de chaque pays, l'un issu d'une ONG et l'autre de la fonction publique. L'ordre du jour, le manuel et le dossier de formation avaient été élaborés à partir d'actions précises relevant du plan quinquennal d'activités en faveur des récifs coralliens et de la stratégie de l'ICRI pour la région Pacifique. Chaque pays a dressé un plan réaliste d'action communautaire qui sera mis en œuvre par les services publics et les ONG.



Atelier sous-régional (Mélanésie) sur l'écotourisme dans les réserves marines communautaires – Formation des formateurs

En vue d'une meilleure intégration des activités utiles aux communautés, les pays de cette sous-région étaient tous représentés par des équipes composées d'un représentant du gouvernement et d'un représentant d'une ONG. L'ordre du jour, les objectifs et les travaux de l'atelier étaient fondés sur des actions précises relevant du plan quinquennal d'activités en faveur des récifs coralliens. Chaque pays a dressé un plan réaliste d'action communautaire qui sera mis en œuvre par les services publics et les ONG.



En haut : Une entreprise d'apiculture exploitée par la communauté de la zone de conservation d'Uafato, au Samoa.

Au milieu : Le nouveau patrouilleur de la zone de conservation de Funafuti dont l'achat a été négocié par le PROE avec la NZODA.

En bas : Ed Saul, Tom Briskie et Hugh Robertson recensent les oiseaux de la ZC de Takitumu, aux Îles Cook.

Initiatives régionales en faveur de la sécurité biologique

L'appui que le PROE n'a cessé d'apporter à la coordination des mesures régionales en faveur du Protocole sur la sécurité biologique a trouvé une mesure nouvelle lorsque la onzième conférence du PROE a approuvé l'élaboration d'une stratégie régionale en faveur de la sécurité biologique. Cette décision s'inscrivait dans le droit fil de diverses manifestations régionales sur la sécurité biologique et d'autres questions relevant de la Convention sur la diversité biologique auxquelles ont participé les organisations partenaires – le Secrétariat de la Communauté du Pacifique (CPS) et le Secrétariat général du Forum – et l'Alliance des petits États insulaires (AOSIS), en décembre 2000, à St-Kitts-et-Nevis. Cet atelier précédait la première réunion du comité international sur le Protocole de Carthagène où le PROE a continué à jouer un rôle prépondérant pour la coordination de la participation des délégués insulaires.

Septième Conférence sur la conservation de la nature dans le Pacifique insulaire

Le comité directeur de la Septième Conférence sur la conservation de la nature dans le Pacifique insulaire s'est réuni à deux reprises en 2000 et a présenté à la cinquième Table ronde des pays insulaires océaniques un programme de conférence déjà bien avancé. Les travaux de planification ont été très largement soutenus par le gouvernement de la Chine, qui a accordé au PROE une subvention extrabudgétaire destinée à financer un poste de coordonnateur à plein temps. La 24^{ème} session du comité du patrimoine mondial, réuni à Cairns (Australie) en novembre 2000, a également approuvé une subvention de 20.000 dollars É.-U. pour appuyer les activités menées par la conférence au titre de la Convention sur le patrimoine mondial. Le PROE a par ailleurs décidé de reporter la conférence, initialement prévue en 2001, à septembre 2002.



Pérennité des entreprises d'observation des baleines aux Tonga et dans le Pacifique

Le PROE, Whales Alive (une ONG internationale œuvrant pour la conservation des baleines) et le projet océanien de recherche sur les baleines à bosse travaillent en collaboration depuis 1995 dans le but de promouvoir le développement durable des entreprises d'observation des baleines aux Tonga et dans le Pacifique. Nombre d'activités ont été engagées : formation des exploitants et des guides d'excursion, définition de principes directeurs pour l'opération des bateaux d'observation, prestations de conseils techniques et politiques sur l'observation des grands cétacés et les questions baleinières ; recherche, éducation, sensibilisation et promotion auprès des médias. En août 1996, le Royaume des Tonga a adopté – dans une initiative conjointe des secteurs public et privé – le « Programme 2000 de promotion de l'observation des baleines », avec l'appui du PROE et de l'organisation Whales Alive. Ce document énonce les priorités définies pour le développement des activités d'observation des baleines aux Tonga.

En septembre 2000, le PROE et Whales Alive ont conjointement procédé à un travail de révision qui a donné lieu aux recommandations suivantes : 1) une réunion nationale devrait être organisée en 2001 afin de créer une association d'observation des baleines, et 2) il convient de s'appuyer sur le ministère des pêches, le ministère des affaires foncières et des ressources naturelles et le bureau du tourisme pour promouvoir le principe de cette association. Une réunion consacrée à la constitution de l'association d'observation des baleines est prévue pour septembre 2001.

Ateliers sous-régionaux sur les priorités de la conservation de l'avifaune, en Mélanésie et en Micronésie

Ces deux ateliers sous-régionaux se sont respectivement tenus à Fidji et à Guam avec la participation de représentants d'organismes publics et non-gouvernementaux. On y a examiné des études techniques sur la situation de l'avifaune dans les deux sous-régions et les problèmes auxquels elle s'y trouve confrontée. Les représentants ont ainsi été en mesure de définir les priorités des actions de conservation. Les actes de ces deux manifestations seront publiés et constitueront dès lors un plan de travail au titre du programme de conservation de l'avifaune. Les ateliers ont été financés grâce à des subventions de la NZODA et de BirdLife International.

Activités nationales

Samoa américaines

- Le PROE a profité de la 19ème conférence annuelle sur l'environnement des pays insulaires océaniques, tenue à Pago Pago en juin 2000, pour présenter la fiche régionale d'information sur les herbiers.

Îles Cook

- Un nouveau soutien technique et financier a été apporté à la zone de conservation de Takitumu.
- Une aide a été fournie pour l'élaboration de la stratégie de transition de la ZC de Takitumu.
- On a financé la participation de l'agent de soutien de la ZC de Takitumu à l'atelier PROE/WWF sur les stratégies et plans d'action nationaux en faveur de la diversité biologique, tenu à Fidji.
- On a financé la participation de l'agent de soutien de la ZC de Takitumu à la réunion multipartite de révision qui a eu lieu à Auckland.
- Les kakerori (gobe-mouches de Rarotonga) sont désormais plus de 200, ce qui atteste l'efficacité du plan de gestion financé au titre du programme de conservation de l'avifaune. Il est maintenant prévu de constituer une seconde colonie en transférant sur Atiu des oiseaux en âge de reproduction.

États Fédérés de Micronésie

- On a maintenu le soutien financier et technique accordé au projet d'aménagement du bassin hydrographique de Pohnpei et à la zone de conservation marine d'Utwa-walung, à Kosrae.
- On a financé la participation de l'agent de soutien de la ZC de Kosrae à l'atelier sur les indicateurs de succès des ZC organisé au titre du PCBPS, au Samoa.

En haut : Marquage d'une tortue caret par un agent du nord Efate (Vanuatu) sur l'île de la tranquillité. La tortue a été relâchée en mer.

En bas : Le gobe-mouches de Rarotonga, ou kakerori, dont la population montre des signes de récupération.



En haut : Vue panoramique du parc national de Koroyanitu

En bas : Dans le bassin hydrographique de Pohnpei.



- On a financé la participation d'un représentant du gouvernement à la réunion multipartite de révision du PCBPS qui a eu lieu en Nouvelle-Zélande.
- Une aide a été apportée pour l'élaboration de la stratégie de transition du projet d'aménagement du bassin hydrographique de Pohnpei et de la ZC d'Utwa-walung.
- Un soutien technique a été fourni en vue du développement de l'écotourisme dans la ZC d'Utwa-walung.

Fidji

- On a maintenu le soutien financier et technique accordé au parc national de Koroyanitu.
- Un avis a été exprimé sur le projet de contrat sur le classement de terres aux fins de la conservation, dans la zone de Koroyanitu.
- On a financé la participation d'un représentant du gouvernement à la réunion multipartite de révision du PCBPS qui a eu lieu en Nouvelle-Zélande.
- Une aide a été apportée pour permettre la participation d'un représentant officiel du pays à l'atelier PROE/WWF sur les stratégies et plans d'action nationaux en faveur de la diversité biologique, tenu à Fidji.

Polynésie française

- Le gobe-mouches de Tahiti qui était menacé d'extinction commence à réagir positivement aux actions de lutte menées contre ses prédateurs et financées au titre du programme de conservation de l'avifaune.

Kiribati

- On a maintenu le soutien financier et technique accordé à la zone de conservation du nord Tarawa et à celle de Kiritimati.
- On a financé la participation d'un agent de soutien de la ZC de Kiritimati à l'atelier sur les indicateurs de succès organisé au Samoa.
- On a financé la participation d'un représentant du gouvernement à la réunion multipartite de révision du PCBPS qui a eu lieu à Auckland.
- Une aide financière a été octroyée pour la campagne de recensement des ressources de la ZC de Kiritimati.

Îles Marshall

- On a maintenu le soutien financier et technique accordé à la zone de conservation de l'atoll Jaluit.
- On a financé la participation d'un agent de soutien de la ZC de Jaluit à l'atelier sur les indicateurs de succès organisé au Samoa.
- Une aide financière a été octroyée pour la campagne de recensement des ressources et l'étude de faisabilité de l'écotourisme sur l'atoll de Jaluit.

Niue

- On a maintenu le soutien financier et technique accordé à la zone de conservation de la forêt de Huvalu.
- Une assistance technique, financière et administrative a été accordée pour la constitution d'une entreprise d'extraction d'huile de coco.
- On a fourni une aide financière et mis un consultant à la disposition de la ZC de Huvalu pour la conception et l'installation des panneaux d'information.
- On a financé la participation d'un représentant du gouvernement à la réunion multipartite de révision du PCBPS qui a eu lieu à Auckland.

Palau

- On a maintenu le soutien financier et technique accordé aux zones de conservation de Ngaremeduu et de Rock Islands.
- On a financé la participation de deux agents de soutien des ZC de Ngaremeduu et de Rock Islands à l'atelier sur les indicateurs de succès organisé au Samoa.
- Une aide technique a été apportée pour l'élaboration de la stratégie de transition de la ZC de Ngaremeduu.



photo : François Martel (PROE)



photo: Joe Rest (SPREP)

En haut : Une démonstration de terrain sur l'application correcte des marques sur les tortues caret.

En bas : Une femme de la ZC de Uafato a remporté le premier prix. Le PCBPS a recours aux compétitions pour redonner vie au tissage, une activité rémunératrice qui préserve en outre les savoir-faire traditionnels.

- On a financé la participation d'un représentant du gouvernement à la seconde réunion du comité directeur du Fonds fiduciaire qui s'est tenue au Samoa.
- Un soutien technique a été apporté pour la constitution d'une base de données sur la diversité biologique de la ZC de Ngaremeduu.

Papouasie-Nouvelle-Guinée

- Une formation de terrain a été dispensée pour le marquage et le suivi des tortues caret dans la zone de gestion de la faune sauvage de Kamiali, en Papouasie-Nouvelle-Guinée. La formation s'adressait aux agents de terrain et portait sur les principes élémentaires de la biologie des tortues caret, l'application correcte des marques en titane et l'enregistrement des données concernant les tortues, selon les procédures définies pour la constitution de la base de données du PROE sur les tortues.
- Village Development Trust, une ONG locale qui offre ses conseils à la zone de gestion de la faune sauvage a demandé l'aide du PROE pour l'élaboration d'une stratégie de conservation des tortues caret. Une réunion a été prévue à cet effet, en avril 2001, à Canberra (Australie). Elle réunira des représentants de Wetlands International-Oceania, du PROE et de la Papouasie-Nouvelle-Guinée.

Samoa

- On a maintenu le soutien financier et technique accordé aux zones de conservation de Sa'anapu/Sataoa et de Uafato.
- On a financé la participation de deux agents de soutien des ZC à l'atelier sur les indicateurs de succès organisé au Samoa.
- On a financé la participation d'un représentant du gouvernement à la huitième réunion du comité consultatif technique et de gestion et à la septième réunion multipartite de révision du PCBPS tenue en Nouvelle-Zélande.
- Une participation technique a été fournie au comité directeur chargé des stratégies et plans d'action nationaux en faveur de la diversité biologique.
- Une aide financière et technique a été octroyée pour la création d'une entreprise d'apiculture à Uafato.
- Un soutien technique a été apporté pour la préparation d'un plan de gestion de l'écotourisme dans la ZC de Sa'anapu/Sataoa.
- Deux agents de conservation ont suivi un stage de formation sur la lutte zoosanitaire et l'éradication des ravageurs auprès du ministère de la conservation de Nouvelle-Zélande, dans le cadre de la coopération entre ce ministère et le PROE.
- La première des deux phases d'un projet de démonstration sur l'éradication des rats dans les petites îles a été menée à bien. Elle visait l'évaluation des coûts, la conception d'une méthodologie et le recensement des espèces – oiseaux, lézards et invertébrés – devant bénéficier des campagnes d'éradication des rats.

Îles Salomon

- Le soutien financier à la ZC de Arnavon a été maintenu.
- On a financé la participation d'un représentant du gouvernement à l'atelier PROE/WWF sur les stratégies et plans d'action nationaux en faveur de la diversité biologique tenu à Fidji.
- On a financé la participation d'un représentant du gouvernement à la réunion multipartite de révision du PCBPS qui a eu lieu à Auckland.
- On a financé la participation d'un agent de soutien de la ZC de Arnavon à l'atelier sur les indicateurs de succès organisé au Samoa.

Tonga

- On a maintenu le soutien financier et technique à la ZC de Haapai.
- On a financé la participation d'un représentant du gouvernement à l'atelier PROE/WWF sur les stratégies et plans d'action nationaux en faveur de la diversité biologique tenu à Fidji.
- On a financé la participation d'un représentant du gouvernement à la réunion multipartite de révision du PCBPS qui a eu lieu à Auckland.
- Une aide technique a été apportée pour l'élaboration de la stratégie de transition de la ZC de Haapai.

- Une aide financière et technique a été octroyée en vue de l'élaboration de la stratégie de signalétique de la ZC de Haapai.
- On a financé la participation d'un représentant du gouvernement à la 52ème réunion de la Commission baleinière internationale (CBI), tenue à Adelaide (Australie).
- Une étudiante tongane vient de conclure son étude de la perruche Pompadour et présentera son mémoire de maîtrise sur ce thème. Ses recherches ont été financées dans le cadre du programme de conservation de l'avifaune.

Tuvalu

- On a maintenu le soutien financier et technique à la ZC de Funafuti.
- Des négociations ont été engagées avec la NZODA pour obtenir une subvention destinée à l'achat d'un nouveau bateau pour cette ZC.
- On a financé la participation d'un agent de soutien de la ZC de Funafuti à l'atelier sur les indicateurs de succès organisé au Samoa.
- On a financé la participation d'un représentant du gouvernement à la seconde réunion du comité directeur du Fonds fiduciaire qui s'est tenue au Samoa.
- On a financé la participation d'un représentant du gouvernement à la réunion multipartite de révision du PCBPS qui a eu lieu à Auckland.
- On a financé la venue d'un bénévole de l'Australian Volunteers International (AVI) au Samoa pour l'informer de sa mission avant son départ à Tuvalu.
- On a financé la participation d'un représentant du gouvernement à l'atelier PROE/WWF sur les stratégies et plans d'action nationaux en faveur de la diversité biologique tenu à Fidji.
- Une aide technique et des conseils ont été apportés pour l'élaboration de la stratégie de transition de la ZC de Funafuti.

Vanuatu

- On a maintenu le soutien financier et technique à la ZC de Vatthe.
- On a financé la participation d'un représentant du gouvernement aux deux réunions du comité directeur du Fonds fiduciaire.
- On a financé la participation d'un représentant du gouvernement à l'atelier PROE/WWF sur les stratégies et plans d'action nationaux en faveur de la diversité biologique tenu à Fidji.
- Une aide technique a été apportée pour l'élaboration de la stratégie de transition de la ZC de Vatthe.

L'heure est à la réflexion, un moment saisi par Greg Sherley. Encore un somptueux lever de soleil sur Tahiti (Polynésie française).

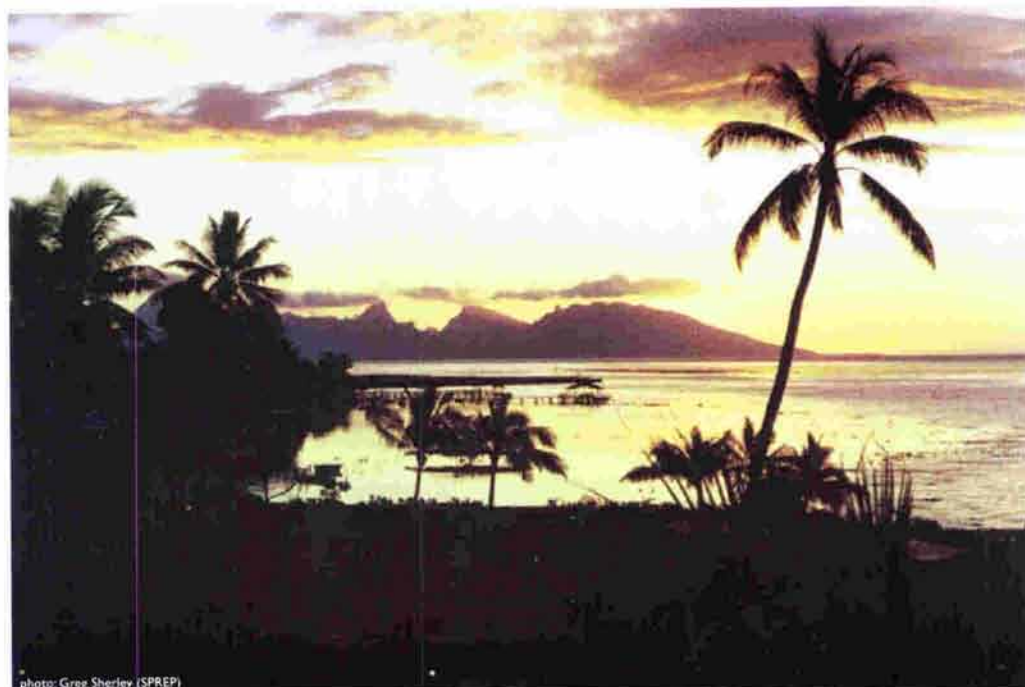


photo: Greg Sherley (SPREP)

Changements climatiques et

gestion intégrée des zones côtières



photo courtesy of Jez O'Hare



photo: Chalapan Salunika (SPREP)

En haut : Le paradis sur terre est entièrement à la merci des effets du changement climatique et de l'élévation du niveau de la mer.

En bas : Les participants à la réunion du Forum des îles du Pacifique tenue à Kiribati en novembre 2000 débattent des tendances observées dans le Pacifique en matière de changement climatique et d'élévation du niveau de la mer (de gauche à droite : Feleti Teo, représentant de Tuvalu; le Haut-Commissaire de Papouasie-Nouvelle-Guinée à Suva; Sean Dorney, journaliste de la chaîne de télévision australienne ABC; Wolfgang Scherer, directeur de la National Tidal Facility).

Les populations du Pacifique vivent pour la plupart dans des zones côtières de faible altitude qui sont vulnérables à l'élévation du niveau de la mer et aux effets néfastes des changements climatiques. La fréquence et l'intensité accrues des orages et des cyclones, alliées à une élévation du niveau de la mer même faible risquent, au pire, de menacer l'existence même des pays et, dans le meilleur des cas, de constituer un sérieux obstacle au développement durable.

Des efforts considérables ont été entrepris au cours de ces dernières années pour sensibiliser le public aux problèmes liés aux changements climatiques, suivre l'évolution de la recherche, élaborer des méthodes d'évaluation de la vulnérabilité des pays, surveiller l'élévation du niveau de la mer et renforcer la capacité des pays à comprendre les aspects scientifiques des changements climatiques et de l'élévation du niveau de la mer, de même que les impacts de ces changements et les interventions possibles. Les spécialistes de l'environnement, les planificateurs, les météorologues et le grand public ont participé à ce processus. Les États et territoires insulaires du Pacifique ont également été étroitement associés aux efforts entrepris à l'échelle internationale pour lutter contre les problèmes liés au changement climatique. Le fait que la plupart des membres du PROE aient

ratifié la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques témoigne à cet égard de leur inquiétude. Par le biais du Programme d'assistance aux îles du Pacifique en matière de changements climatiques (PICCAP), les pays insulaires océaniques ont formulé le Cadre régional océanique pour les changements climatiques, la variabilité climatique et l'élévation du niveau de la mer. Ce document définit les grands axes de la politique régionale menée en ce domaine et a été officiellement approuvé par les pays membres du PROE lors de la réunion ministérielle qui s'est tenue dans le cadre de la onzième Conférence du PROE organisée à Guam en octobre 2000.

Diverses initiatives ont été engagées afin de promouvoir l'utilisation de pratiques de gestion intégrée des zones côtières (GIZC) aux fins de la gestion des activités humaines et des processus naturels ayant un impact sur les systèmes côtiers, notamment les changements climatiques et l'élévation du niveau de la mer. À l'avenir, le succès des activités de renforcement des capacités nationales qui permettront d'éviter ou d'atténuer la dégradation du littoral, de formuler et d'appliquer des stratégies d'adaptation sera fortement tributaire de l'élaboration et de la mise en œuvre d'approches de GIZC adaptées au contexte océanique.

Les principales réalisations de 2000

- Élaboration du Cadre régional océanique pour les changements climatiques, la variabilité climatique et l'élévation du niveau de la mer, qui définit les grands axes de la politique régionale menée en ce domaine.
- Lancement du processus de table ronde qui vise l'évaluation et le suivi du Cadre régional océanique pour les changements climatiques.
- Démarrage de la phase III du Programme océanique de surveillance de l'élévation du niveau de la mer et du climat; elle se déroulera sur les cinq prochaines années.
- Poursuite des activités d'inventaire, de protection et de formation entreprises en faveur des États membres du Forum au titre du Programme océanique de surveillance de l'élévation du niveau de la mer et du climat.
- Mise en place de nœuds sous-régionaux de coordination en vue du renforcement de la composante océanique du réseau mondial de surveillance des récifs coralliens.
- Achèvement du projet de surveillance des récifs coralliens dans les villages (VLCRM), lancé au Samoa en 1998-1999.
- Le projet de protection des zones côtières et de plantation de pandanus, en cours à Tuvalu, démontre que la revégétalisation peut contribuer de manière déterminante à la stabilisation des zones côtières vulnérables. À ce jour, les opérations de plantation ont été menées avec succès sur six îles de l'archipel, sur des terres communautaires et privées.

Activités internationales et régionales

Aide à la participation de fonctionnaires nationaux désignés à un cours de formation organisé aux Îles Cook par la National Tidal Facility (NTF) et le PROE

Training involved interpretation and analysis of sea-level and climate variability data from Pacific FLa formation dispensée a porté notamment sur l'interprétation et l'analyse, aux fins de l'élaboration des politiques nationales, des données sur l'élévation du niveau de la mer et la variabilité du climat recueillies dans les États membres du Forum des îles du Pacifique. Le cours a réuni des participants des pays suivants : Îles Cook, États fédérés de Micronésie, Fidji, Kiribati, Îles Marshall, Nauru, Niue, Palau, Papouasie-Nouvelle-Guinée, Samoa, Îles Salomon, Tonga, Tuvalu et Vanuatu.

Conférence régionale océanienne sur les changements climatiques, la variabilité climatique et l'élévation du niveau de la mer, Îles Cook

- La conférence, accueillie par le gouvernement des Îles Cook en avril 2000, a abouti à l'adoption du Cadre régional océanien pour les changements climatiques, la variabilité climatique et l'élévation du niveau de la mer. Ce document définit les grands axes de la politique régionale menée en ce domaine et a été officiellement approuvé par les pays membres du PROE lors de la réunion ministérielle qui s'est tenue dans le cadre de la onzième Conférence du PROE organisée à Guam en octobre 2000.
- Le PICCAP a institué un processus de table ronde qui vise à évaluer et à suivre la mise en œuvre du Cadre régional océanien pour les changements climatiques. Cette initiative a pour objectif premier de promouvoir et d'encourager la coopération et la collaboration entre les parties prenantes concernées, en vue de la mise en œuvre du Cadre régional.

Élaboration de projets au titre du PICCAP

- Un projet de cadre pour l'évaluation et le transfert de technologies vers les pays océaniques est en cours d'élaboration. Ce document dressera l'inventaire des pratiques rationnelles susceptibles de favoriser le développement socioéconomique et de faciliter les interventions axées sur les changements climatiques.
- On procède actuellement à la préparation d'un projet de suivi du PICCAP. Il s'inscrira dans le droit fil de la composante Vulnérabilité et Adaptation du PICCAP.
- Un projet sur la réduction des obstacles à l'utilisation des énergies renouvelables sera présenté au FEM. Il constituera le prolongement de la composante Atténuation du PICCAP.
- Le PROE prépare actuellement à l'intention du gouvernement canadien un document relatif à un projet sur les méthodes intégrées de renforcement des capacités aux fins de la formulation de mesures d'adaptation aux changements climatiques dans les pays insulaires océaniques. Ce projet sera complémentaire des activités relevant du PICCAP et sera mis en œuvre à l'appui des efforts d'adaptation menés dans la région.

Étude de cadrage relative à une éventuelle coopération entre le gouvernement japonais et la région du Pacifique

Le principal objectif de cette étude est de recenser les divers projets et activités intéressant les changements climatiques qui pourraient bénéficier du soutien du gouvernement japonais. L'étude s'inspire des communications nationales élaborées dans le cadre du PICCAP que les pays insulaires océaniques ont présentées au titre de la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques. Elle a été entreprise par une équipe d'experts du Pacifique et du Japon, en consultation avec les pays de la région.

Création au PROE et à la NTF d'un site web d'information sur les changements climatiques

Des informations sur les changements climatiques, la variabilité du climat, l'élévation du niveau de la mer et les activités en cours dans ces divers domaines ont été reçues des pays suivants : États fédérés de Micronésie, Fidji, Kiribati, Îles Marshall, Nauru, Nouvelle-Calédonie, Îles Mariannes du Nord, Samoa, Îles Salomon, Tonga, Tuvalu, Vanuatu et Wallis-et-Futuna.

Conférence régionale océanienne sur les récifs coralliens, Nouvelle-Calédonie

La conférence a réuni les divers intervenants associés aux efforts de surveillance et de gestion des récifs coralliens menés dans les États et territoires insulaires du Pacifique. Les pays de la région ont présenté des exposés nationaux sur l'état des récifs coralliens. Les déclarations nationales ont par la suite été intégrées au rapport mondial sur l'état des récifs coralliens publié en 2000 à l'occasion du neuvième Symposium international sur les récifs coralliens qui s'est tenu à Bali (Indonésie). Le PROE a réuni les fonds nécessaires à la participation de nombreux délégués océaniens à la conférence.

Groupe de travail du CORP sur le milieu marin

Le chargé de projet (gestion des zones côtières) représente le PROE au sein du groupe de travail sur le milieu marin du Conseil des organisations régionales du Pacifique (CORP). Le groupe débat actuellement de l'élaboration éventuelle d'une politique régionale des océans pour le Pacifique. Un document de travail a été préparé en vue d'aider les organisations membres du CORP à définir le processus d'élaboration de cette politique.

Nœud micronésien du réseau mondial de surveillance des récifs coralliens

Le PROE a obtenu du gouvernement des États-Unis un financement en faveur du programme visant la mise en place du nœud micronésien du réseau mondial de surveillance des récifs coralliens. En octobre, le coordonnateur du programme a été nommé et a pris ses fonctions au nouveau centre de recherche international sur les récifs coralliens basé à Palau. Durant les deux prochaines années, le chargé de projet (gestion des zones côtières) aidera le coordonnateur à mettre en place les moyens techniques requis et à conduire les activités de soutien et de formation destinées aux coordonnateurs nationaux du réseau de surveillance.

Plan d'activité 2001-2004 de la composante océanienne du réseau d'action sur les récifs coralliens (ICRAN)

Le Plan d'activité 2001-2004 de la composante océanienne de l'ICRAN a été établi. Il reprend dans leurs grandes lignes la stratégie de l'Initiative internationale des récifs coralliens (ICRI) pour le Pacifique ainsi que le Plan d'activité pour les récifs coralliens du Pacifique. La composante océanienne est axée sur l'utilisation, à des fins de formation, de sites de démonstration des pratiques optimales de gestion de l'environnement côtier et marin. L'objectif est de faire en sorte que les informations et l'expérience acquises par ce biais puissent servir dans le cadre d'autres projets. Une demande de financement a été adressée à la Fondation des Nations Unies (un fonds fiduciaire créé récemment grâce à un important don privé en faveur de l'action que mènent les Nations Unies) en vue du financement des activités prévues au titre de la stratégie.

Neuvième Symposium international sur les récifs coralliens, Bali

Au total, 1 500 personnes venues de 40 pays ont pris part au Symposium de Bali. Les exposés nationaux sur l'état des récifs dans les pays de la région ont été intégrés au rapport mondial sur l'état des récifs coralliens. Le PROE a joué un rôle primordial dans la préparation des rapports nationaux en mettant à la disposition des pays membres le soutien technique et financier requis. Ces efforts ont été financés par le Canada au titre du deuxième volet du Programme d'exploitation des océans Canada-Pacifique Sud (PEOCPS II).

Activités nationales

Samoa américaines

- Des ateliers ont été organisés en vue du lancement du projet de gestion communautaire des ressources halieutiques. Ils avaient pour objet de formuler des plans communautaires de gestion des ressources halieutiques, en consultation avec les communautés villageoises intéressées. Le PROE a apporté son concours à la tenue d'une série d'ateliers qui visaient à informer les responsables des communautés locales des avantages et inconvénients des systèmes de cogestion des pêches mis en place dans les villages. Le financement octroyé par le gouvernement américain permettra de créer au sein des communautés locales des comités consultatifs de gestion des pêches. Ces comités seront constitués de représentants de tous les groupes concernés et bénéficieront du soutien du service national de protection des ressources marines et des espèces sauvages.

Le projet devrait aboutir à la création d'une série de réserves de pêche ou de zones marines protégées qui seront gérées conformément aux règlements en vigueur dans les communautés locales, en accord avec les autorités nationales.

Îles Cook

- Relevés quotidiens du niveau de la mer et des paramètres météorologiques.
- Entretien continu des stations marégraphes et mise à jour des données recueillies.
- Les activités suivantes ont été engagées en 2000 au titre du PICCAP : lancement des activités nécessaires à la formulation des stratégies nationales de mise en œuvre, au recensement des secteurs d'intervention clés, à l'élaboration des politiques et au processus de consultation des parties prenantes; poursuite des activités d'évaluation de la vulnérabilité et de la capacité d'adaptation du pays; poursuite des activités relatives à la sensibilisation et à l'éducation du public; début du recensement des technologies susceptibles d'être transférées en vue des interventions visant à atténuer les impacts des changements climatiques.

États fédérés de Micronésie

- Relevés quotidiens du niveau de la mer et des paramètres météorologiques.
- Entretien continu des stations marégraphes et mise à jour des données recueillies.
- Les activités suivantes ont été engagées en 2000 au titre du PICCAP : lancement des activités nécessaires à la formulation des stratégies nationales de mise en œuvre, au recensement des secteurs d'intervention clés, à l'élaboration des politiques et au processus de consultation des parties prenantes; poursuite des activités d'évaluation de la vulnérabilité et de la capacité d'adaptation du pays; poursuite des activités relatives à la sensibilisation et à l'éducation du public; début du recensement des technologies susceptibles d'être transférées en vue des interventions visant à atténuer les impacts des changements climatiques.
- Le chargé de projet (gestion des zones côtières) a pris part à la réunion inaugurale du consortium des pêches côtières tenue à Pohnpei (États fédérés de Micronésie). Cet organisme a été mis sur pied à l'initiative du service national des pêches, qui relève du ministère des Affaires économiques. La réunion a abouti à l'adoption d'une stratégie nationale de gestion des pêches côtières qui aidera les autorités nationales, les organisations non gouvernementales nationales, les services publics des États fédérés de Micronésie, les organisations régionales et d'autres organismes à définir les grandes orientations de leurs activités en matière de gestion des pêches.

Fidji

- Relevés quotidiens du niveau de la mer à Lautoka et Suva et des paramètres météorologiques.
- Entretien continu des stations marégraphes et mise à jour des données recueillies.
- Les activités suivantes ont été engagées en 2000 au titre du PICCAP : lancement des activités nécessaires à la formulation des stratégies nationales de mise en œuvre, au recensement des secteurs d'intervention clés, à l'élaboration des politiques et au processus de consultation des parties prenantes; poursuite des activités d'évaluation de la vulnérabilité et de la capacité d'adaptation du pays; poursuite des activités relatives à la sensibilisation et à l'éducation du public; début du recensement des technologies susceptibles d'être transférées en vue des interventions visant à atténuer les impacts des changements climatiques.

Kiribati

- Relevés quotidiens du niveau de la mer et des paramètres météorologiques.
- Entretien continu des stations marégraphes et mise à jour des données recueillies.
- Les activités suivantes ont été engagées en 2000 au titre du PICCAP : lancement des activités nécessaires à la formulation des stratégies nationales de mise en œuvre, au recensement des secteurs d'intervention clés, à l'élaboration des politiques et au processus de consultation des parties prenantes; poursuite des activités d'évaluation de la vulnérabilité et de la capacité d'adaptation du pays; poursuite des activités relatives à la sensibilisation et à l'éducation du public; début du recensement des technologies susceptibles d'être transférées en vue des

interventions visant à atténuer les impacts des changements climatiques.

Îles Marshall

- Relevés quotidiens du niveau de la mer et des paramètres météorologiques.
- Entretien continu des stations marégraphes et mise à jour des données recueillies.
- Les activités suivantes ont été engagées en 2000 au titre du PICCAP : lancement des activités nécessaires à la formulation des stratégies nationales de mise en œuvre, au recensement des secteurs d'intervention clés, à l'élaboration des politiques et au processus de consultation des parties prenantes; poursuite des activités d'évaluation de la vulnérabilité et de la capacité d'adaptation du pays; poursuite des activités relatives à la sensibilisation et à l'éducation du public; début du recensement des technologies susceptibles d'être transférées en vue des interventions visant à atténuer les impacts des changements climatiques.

Nauru

- Relevés quotidiens du niveau de la mer et des paramètres météorologiques.
- Entretien continu des stations marégraphes et mise à jour des données recueillies.
- Les activités suivantes ont été engagées en 2000 au titre du PICCAP : lancement des activités nécessaires à la formulation des stratégies nationales de mise en œuvre, au recensement des secteurs d'intervention clés, à l'élaboration des politiques et au processus de consultation des parties prenantes; poursuite des activités d'évaluation de la vulnérabilité et de la capacité d'adaptation du pays; poursuite des activités relatives à la sensibilisation et à l'éducation du public; début du recensement des technologies susceptibles d'être transférées en vue des interventions visant à atténuer les impacts des changements climatiques.

Palau

- Le PROE a obtenu du gouvernement américain, pour une période de deux ans, le financement nécessaire à la mise en place, au centre international de recherche sur les récifs coralliens de Palau, du nœud micronésien du réseau mondial de surveillance des récifs coralliens. Le PROE a également appuyé la mise en œuvre du programme de travail et des activités de formation du centre.

Papouasie-Nouvelle-Guinée

- Relevés quotidiens du niveau de la mer et des paramètres météorologiques.
- Entretien continu des stations marégraphes et mise à jour des données recueillies.

Samoa

- Relevés quotidiens du niveau de la mer et des paramètres météorologiques.
- Entretien continu des stations marégraphes et mise à jour des données recueillies.
- Les activités suivantes ont été engagées en 2000 au titre du PICCAP : lancement des activités nécessaires à la formulation des stratégies nationales de mise en œuvre, au recensement des secteurs d'intervention clés, à l'élaboration des politiques et au processus de consultation des parties prenantes; poursuite des activités d'évaluation de la vulnérabilité et de la capacité d'adaptation du pays; poursuite des activités relatives à la sensibilisation et à l'éducation du public; début du recensement des technologies susceptibles d'être transférées en vue des interventions visant à atténuer les impacts des changements climatiques.
- Le projet de surveillance des récifs coralliens dans les villages (VLCRM), lancé en 1998-1999, est désormais achevé. Du fait de l'utilisation de technologies à faible coût et de méthodes aisément assimilables, qui ont de surcroît fait l'objet d'une formation en langue vernaculaire, et grâce à l'appui fourni par deux institutions de premier plan (l'État et les chefs de villages), le projet a toutes les chances d'être durablement bénéfique. Il a été mis en œuvre grâce à la collaboration qui s'est instaurée entre le centre opérationnel pour les îles du Pacifique de l'Institut international de l'océan, la division des pêches et la division de l'environnement et de la conservation du Samoa. Le PROE a coordonné le financement du projet, qui a été assuré par le gouvernement australien.



photo: Greg Sherley (SPREP)

Îles Salomon

- Relevés quotidiens du niveau de la mer et des paramètres météorologiques.
- Entretien continu des stations marégraphes et mise à jour des données recueillies.
- Les activités suivantes ont été engagées en 2000 au titre du PICCAP : lancement des activités nécessaires à la formulation des stratégies nationales de mise en œuvre, au recensement des secteurs d'intervention clés, à l'élaboration des politiques et au processus de consultation des parties prenantes; poursuite des activités d'évaluation de la vulnérabilité et de la capacité d'adaptation du pays; poursuite

des activités relatives à la sensibilisation et à l'éducation du public; début du recensement des technologies susceptibles d'être transférées en vue des interventions visant à atténuer les impacts des changements climatiques.

Tuvalu

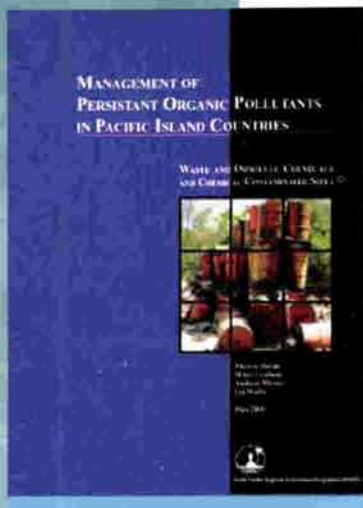
- Relevés quotidiens du niveau de la mer et des paramètres météorologiques.
- Entretien continu des stations marégraphes et mise à jour des données recueillies.
- Les activités suivantes ont été engagées en 2000 au titre du PICCAP : lancement des activités nécessaires à la formulation des stratégies nationales de mise en œuvre, au recensement des secteurs d'intervention clés, à l'élaboration des politiques et au processus de consultation des parties prenantes; poursuite des activités d'évaluation de la vulnérabilité et de la capacité d'adaptation du pays; poursuite des activités relatives à la sensibilisation et à l'éducation du public; début du recensement des technologies susceptibles d'être transférées en vue des interventions visant à atténuer les impacts des changements climatiques.
- Le projet de protection des zones côtières et de plantation de pandanus s'est poursuivi, sous la responsabilité du conseil national des femmes de Tuvalu. Il a pour objectif de démontrer que la revégétalisation peut contribuer de manière déterminante à la stabilisation des zones côtières les plus vulnérables et génère à plus long terme des matériaux de tissage. À ce jour, les opérations de plantation ont été menées avec succès sur six îles de l'archipel, sur des terres communautaires et privées. Le PROE a aidé le conseil des femmes à planifier le projet et a obtenu le soutien financier du gouvernement australien.

Vanuatu

- Relevés quotidiens du niveau de la mer et des paramètres météorologiques.
- Entretien continu des stations marégraphes et mise à jour des données recueillies.
- Les activités suivantes ont été engagées en 2000 au titre du PICCAP : lancement des activités nécessaires à la formulation des stratégies nationales de mise en œuvre, au recensement des secteurs d'intervention clés, à l'élaboration des politiques et au processus de consultation des parties prenantes; poursuite des activités d'évaluation de la vulnérabilité et de la capacité d'adaptation du pays; poursuite des activités relatives à la sensibilisation et à l'éducation du public; début du recensement des technologies susceptibles d'être transférées en vue des interventions visant à atténuer les impacts des changements climatiques.

Compte tenu de l'importance des zones côtières dans les États et territoires insulaires du Pacifique et des régimes fonciers coutumiers en vigueur, la mise en œuvre des projets doit faire l'objet d'une collaboration étroite entre les conseils des villages, les autorités nationales et le PROE.

Gestion des déchets, prévention de la pollution et interventions d'urgence



Tous les États et territoires insulaires du Pacifique ont en commun des problèmes d'élimination des déchets et de prévention de la pollution. Ces difficultés sont exacerbées par la croissance démographique, notamment dans les centres urbains, à laquelle s'ajoutent la superficie limitée des terres émergées et les efforts entrepris pour stimuler la croissance économique. L'élimination des déchets solides pose un véritable problème dans les îles de très faible superficie où l'espace et les infrastructures nécessaires font défaut. Même dans les îles plus grandes, le recyclage est rarement rentable et les déchets sont généralement mis en décharge.

Divers effluents liquides polluent les systèmes d'eau douce, les eaux côtières intérieures, les nappes aquifères et les eaux souterraines de la région. L'élimination des eaux usées constitue également une menace pour la santé de l'homme et les pêcheries côtières. La gestion des substances toxiques telles que les pesticides, les polychlorobiphényles (PCB), les huiles usées et les métaux lourds, leurs mouvements transfrontières, ainsi que la pollution due aux navires sont autant de préoccupations pour la région. Le manque de personnel qualifié, les carences en infrastructures et en législations permettant de combattre ces problèmes représentent un obstacle majeur au développement durable.

Au cours des cinq dernières années, la région s'est doté d'un Programme régional pour la

prévention de la pollution, la réduction et la gestion des déchets dans le Pacifique Sud et a élaboré la Convention sur l'interdiction de l'importation des déchets dangereux et des déchets radioactifs dans les États insulaires du Forum, le contrôle des mouvements transfrontières et la gestion des déchets dangereux dans la région du Pacifique Sud (Convention de Waigani).

En 2000, les pays membres du PROE ont adopté le Plan régional océanique d'intervention en cas de déversements en mer (PACPLAN). D'importants progrès ont été réalisés au titre des chapitres 17 à 22 du programme Action 21 et la communauté internationale a adopté le Programme d'action mondial pour la protection de l'environnement marin contre la pollution d'origine tellurique. Conformément à ces programmes d'action, et afin d'améliorer les capacités régionales de gestion des déchets, de prévenir la pollution et de renforcer les moyens d'intervention d'urgence en cas d'incidents générateurs de pollution, il conviendra de veiller à l'intégration de toutes les activités de lutte contre la pollution, qu'elles soient entreprises à terre, en milieu aquatique, en zone côtière ou en mer. Il importera à cet égard de recourir à des méthodes de gestion intégrée des zones côtières (GIZC), de recueillir des données afin de mieux comprendre le flux de déchets, de lancer des campagnes d'éducation et de sensibilisation aux déchets et de s'assurer de la viabilité des scénarios envisagés en matière de prévention de la pollution.



En haut : Un rapport sur les déchets mis en décharge dans les États et territoires insulaires océaniques a récemment été publié. Y sont répertoriés plus de 50 sites contaminés répartis dans treize pays de la région.

En bas : Il importe de trouver les financements nécessaires à l'élimination des stocks de polluants organiques persistants (POP) et de nettoyer les sites comme celui-ci.

Les principales réalisations de 2000

- Projets nationaux d'éducation et de sensibilisation aux déchets solides (SWEAP) en cours dans tous les États insulaires du Pacifique membres du groupe ACP.
- Projets de réduction et de gestion des déchets solides en cours à Kiribati, au Samoa et à Vanuatu.
- Réalisation d'enquêtes initiales sur la perception des problèmes liés aux déchets à Suva, au Kiribati et au Samoa.
- Formulation et adoption d'une politique nationale de réduction et de gestion des déchets à Vanuatu.
- Publication du rapport relatif à la phase I du projet de gestion des polluants organiques persistants (POP) dans les pays insulaires du Pacifique.
- Compilation de la documentation relative à la phase II du projet de gestion des polluants organiques persistants (POP) dans les pays insulaires du Pacifique, en vue de l'obtention de financements.
- Réalisation de rapports nationaux sur les déchets chimiques pour le compte de la Papouasie-Nouvelle-Guinée et des Tonga.
- Les pays membres du PROE ont adopté le Plan régional océanique d'intervention en cas de déversements en mer (PACPLAN) lors de la onzième Conférence du PROE tenue à Guam en 2000.
- La cinquième Conférence ordinaire et des plénipotentiaires des Parties contractantes aux Conventions d'Apia et de Nouméa a adopté le principe de la révision des protocoles du PROE sur la prévention de la pollution de la région du Pacifique Sud résultant de l'immersion de déchets. L'objectif est de les mettre en conformité avec les conventions internationales pertinentes.

Activités internationales et régionales

Activités d'éducation et sensibilisation au problème des déchets

L'objectif était d'améliorer les connaissances du public sur les questions relatives aux déchets solides et d'inciter les communautés, les familles, les individus et les gouvernements à agir. Le film vidéo *Waste World* (Un monde de déchets), réalisé au titre du projet WASTE, a été officiellement lancé durant la réunion ministérielle tenue lors de la onzième Conférence du PROE (Guam, 2000). La vidéo a été diffusée depuis dans l'ensemble de la région par l'intermédiaire des correspondants nationaux du PROE et sera utilisée dans les écoles et dans le cadre des programmes d'éducation destinés aux communautés locales.

Le texte d'une brochure d'information en bande dessinée intitulée *What a waste* (Que de déchets!) est en cours de rédaction au centre régional des médias du Secrétariat de la Communauté du Pacifique (CPS) à Suva (Fidji). Cette brochure a été conçue spécifiquement à l'intention des jeunes Océaniens de 12 à 20 ans. On espère ainsi sensibiliser les jeunes générations aux problèmes liés à la production, à la réduction et à la gestion des déchets et les encourager à aider leurs familles à se comporter en la matière de façon plus responsable.

Enquête initiale sur la perception des problèmes liés aux déchets

Cette enquête a été conduite à Suva, Apia et Tarawa Sud. Elle avait pour objet de : évaluer les connaissances du public sur les déchets solides; recenser les principaux problèmes liés aux déchets et leurs causes; définir les solutions envisageables; déterminer les sources d'information sur les déchets; et évaluer les ressources disponibles. Les résultats de l'enquête font apparaître que la sensibilisation, l'éducation et la formation du public constituent une priorité de premier plan. L'enquête a montré par ailleurs que les informations diffusées par le biais des médias de masse ne contribuent guère à faire évoluer les mentalités et les comportements. Les actions d'éducation sur les déchets sont bien plus efficaces lorsqu'elles visent des problèmes spécifiques, permettent d'établir un contact direct avec les groupes cibles, s'appuient sur des activités concrètes et sont engagées au sein même des communautés locales.

Modifier les comportements humains est une tâche fort complexe. La sensibilisation et l'éducation sont des composantes essentielles des efforts menés en ce sens mais ne peuvent suffire à elles seules à faire évoluer les mentalités. Il est par conséquent impératif que les activités de sensibilisation et d'éducation s'accompagnent de mesures visant à améliorer les services, les équipements, la législation et son application, tout en encourageant les initiatives axées sur la réduction des déchets et la participation de la collectivité.

Évaluation régionale des risques de déversements en mer

Des travaux ont été lancés en vue d'une étude de base qui a pour objet de recenser les principales zones de la région dans lesquelles des déversements en mer sont susceptibles de se produire. Les résultats seront cartographiés et intégrés à un système d'information géographique (SIG) afin d'être plus aisément accessibles et régulièrement mis à jour. Ces données serviront de cadre aux activités régionales de planification et de suivi des interventions d'urgence en cas de déversement en mer.

Élaboration d'une législation modèle sur la prévention de la pollution marine

L'absence de législations adaptées est une des principales raisons de l'incapacité des pays insulaires océaniques à s'acquitter des obligations que leur imposent les conventions internationales et régionales sur la pollution marine auxquelles ils sont parties. Dans la plupart des cas, les pays de la région ne disposent pas des compétences requises pour élaborer de telles législations. Le Programme pour la prévention de la pollution marine dans le Pacifique (PACPOL) et le Programme Affaires maritimes de la CPS ont élaboré une législation modèle dont l'objet est de faciliter la mise en œuvre de l'ensemble des conventions régionales et internationales relatives à la protection du milieu marin. Des missions de consultations ont été organisées dans tous les pays membres.

Élaboration de plans nationaux d'intervention en cas de déversements en mer (NATPLAN)

La plupart des pays insulaires océaniques ne se sont pas encore dotés de plans nationaux d'intervention. Pour aider les pays membres à formuler leurs plans nationaux tout en veillant à l'uniformité des approches engagées, le PROE a élaboré et diffusé un modèle de plan national qui pourra servir de référence.

Voilà ce qui pourrait arriver dans le Pacifique insulaire. On aperçoit sur cette photo une émulsion eau-dans-l'huile (de couleur crème/brune) veinée de traces de fuel lourd (en noir) s'échappant des cuves du navire. Source : AMSA



Des missions seront entreprises dans tous les pays membres en 2001 afin de les aider à adapter ce modèle à leurs besoins spécifiques.

Projet de gestion des polluants organiques persistants (POP) dans les pays insulaires du Pacifique

L'événement le plus marquant a été le lancement officiel du rapport relatif à la phase I du projet. Y figurent les résultats d'une enquête sur les stocks de substances chimiques et les sites contaminés recensés dans les pays suivants : Îles Cook, États fédérés de Micronésie, Fidji, Kiribati, Îles Marshall, Nauru, Niue, Palau, Samoa, Îles Salomon, Tonga, Tuvalu et Vanuatu. L'enquête, financée par l'AusAID, a été réalisée par trois consultants du PROE.

- Parmi les produits polluants répertoriés, on trouve notamment les hydrocarbures stockés dans de vieux transformateurs électriques qui peuvent contenir des produits chimiques toxiques connus sous le nom de polychlorobiphényles, ou PCB. S'y ajoutent des stocks de vieux pesticides et de déchets de traitement du bois. Certains de ces stocks contiennent des produits chimiques qui ont été retirés du marché ou n'ont plus d'utilité aujourd'hui. D'autres sont constitués de réserves de substances chimiques qui ont servi à l'origine dans le cadre de projets expérimentaux d'amélioration des cultures. La contamination des sites est due à des systèmes de stockage défectueux ou à l'élimination de substances dangereuses.
- La dernière étape de la phase I du projet a consisté à organiser dans chaque pays un atelier d'une durée de cinq jours sur la gestion rationnelle des matières et déchets dangereux et des sites contaminés. Les deux premiers se sont tenus à Tuvalu et à Palau et d'autres sont prévus pour le premier trimestre de 2001.
- La phase II du projet vise le nettoyage des sites et l'élimination des déchets recensés lors de l'enquête. Les documents relatifs à une bonne part des activités relevant de cette seconde étape ont été établis et transmis à l'AusAID pour examen.



Tamari'i Tutangata et Paul O'Callaghan, Haut-Commissaire de l'Australie au Samoa, annoncent officiellement la parution du rapport sur les POP dans les pays insulaires océaniques au cours d'une conférence de presse.

Activités nationales

États fédérés de Micronésie

- Lancement du projet relatif à la formulation d'un plan de gestion environnementale du port de Okat, dans l'État de Kosrae. Il s'agit d'un projet pilote dont l'objet est de promouvoir la gestion rationnelle de l'environnement dans les zones portuaires isolées du Pacifique.

Fidji

- Le projet d'éducation et de sensibilisation aux déchets solides (SWEAP) est financé par l'Union européenne au titre du Programme régional d'éducation et de sensibilisation aux déchets (WASTE). Trois spots télévisés, également diffusés régulièrement dans les salles de cinéma de Suva et Lautoka, ont été réalisés dans le cadre de ce projet.

- Les fonds affectés au projet SWEAP ont par ailleurs servi à la réalisation d'une campagne nationale d'évaluation du volume des déchets constitués de vieux métaux, véhicules, piles et pneus. Cette étude prendra fin au premier trimestre de 2001.

Kiribati

- Le projet SWEAP d'éducation et de sensibilisation aux déchets solides mené à Kiribati bénéficie d'un financement au titre du projet WASTE. L'éducation et la sensibilisation des communautés constituent une des principales composantes du projet. À cette fin, des maneaba (réunions traditionnelles), auxquelles ont pris part des groupes confessionnels dans divers villages de Tarawa Sud et de Kiritimati, et plusieurs réunions destinées aux communautés locales ont été organisées. Les participants ont discuté de l'importance que revêt la gestion rationnelle des déchets pour la santé humaine et la salubrité de l'environnement. Ils ont également pu obtenir des réponses aux questions qu'ils se posaient en la matière.
- Le projet de réduction et de gestion des déchets a pour objet de communiquer aux principales parties prenantes des informations sur les nouvelles mesures législatives relatives à la protection de l'environnement (comme par exemple la loi sur l'environnement de 1999). Des projets de révisions de la loi sur l'octroi de licences à l'industrie pétrolière ont également été portés à la connaissance des parties prenantes, notamment les habitants de l'île de Kiritimati.

Palau

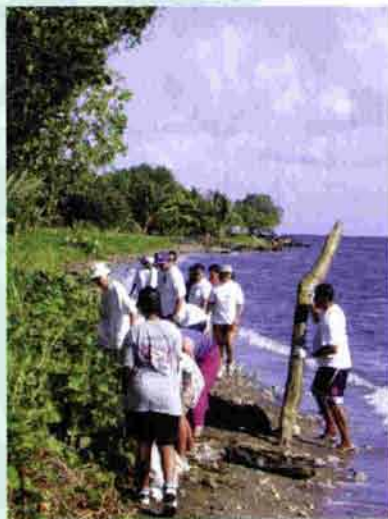
- Un atelier sur la gestion rationnelle des matières et déchets dangereux et des sites contaminés a été organisé. Lors de cet atelier d'une durée de cinq jours, les participants ont examiné les principes de base de la gestion des matières dangereuses ainsi que les procédures de nettoyage des sites et d'élimination des déchets. Ils ont également pris part à des exercices collectifs et à des démonstrations sur le terrain. L'atelier a abouti, entre autres, à l'adoption d'un plan d'action visant à améliorer certains aspects des activités nationales de gestion des matières dangereuses.

Papouasie-Nouvelle-Guinée

- Une campagne de sensibilisation baptisée "Pour une Papouasie-Nouvelle-Guinée sans déchets" a été conduite à Port Moresby au titre du projet SWEAP. La campagne a été organisée à l'initiative du comité directeur pour l'environnement, qui a pour mission de formuler une solution durable au problème des déchets solides et de promouvoir à cette fin la mise en œuvre d'une politique coordonnée et cohérente de gestion des déchets industriels, élaborée conjointement par les autorités nationales et le secteur privé (le comité directeur pour l'environnement regroupe le conseil des fabricants de Papouasie-Nouvelle-Guinée, les services de l'environnement et de la conservation des ressources et les entreprises suivantes : W.H Industries, Arnott's Biscuits, South Pacific Post, S.P. Holdings, PNG Super Clean et PNG FM).
- Établissement d'un rapport national sur les produits chimiques dans lequel figurent une évaluation des systèmes actuels de gestion des produits chimiques dangereux ainsi que des recommandations sur les mesures à prendre pour les améliorer. Le rapport a été préparé par un expert-conseil local après consultation approfondie des administrations nationales et d'autres organismes.

Samoa

- Le projet SWEAP a été lancé à la fin 2000. Il prévoit notamment : la réalisation d'un film vidéo sur la réduction des déchets solides, d'un film vidéo sur la fabrication de compost, de spots télévisés et radiophoniques, d'affiches et de brochures, ainsi que l'organisation de conférences dans les établissements scolaires; des activités inter-administrations de sensibilisation aux déchets organisées par le biais des maires de village (pulenu'u) et du comité national d'embellissement.
- Un projet de réduction et de gestion des déchets a été engagé à la fin 2000. Il a pour principaux objectifs : la formulation de recommandations sur la politique nationale de gestion des déchets et le plan de mise en œuvre qui l'accompagne; l'élaboration d'un plan d'action pour la mise en œuvre d'un programme global de réduction des déchets qui s'appuierait sur la législation existante.



Les agents du PROE ont participé aux activités organisées le 16 septembre dans le cadre de la Journée internationale du nettoyage des côtes.

(Photo : Chris Peteru (PROE))

Îles Salomon

- L'équipe chargée de la mise en œuvre du projet SWEAP a été constituée. Le projet a toutefois fort peu progressé, compte tenu de la situation qui règne à Honiara.

Tonga

- Le projet SWEAP a démarré à la fin 2000. Sont notamment prévus : des ateliers destinés aux groupements de proximité, aux groupes de jeunes et aux ONG; des films vidéo à caractère pédagogique; l'utilisation de diverses méthodes de sensibilisation, et notamment la réalisation de spots radiophoniques et l'organisation de conférences dans les établissements scolaires; la diffusion d'information sur les techniques de fabrication de compost à partir des déchets ménagers et les avantages qu'elles présentent.
- Réalisation d'un rapport national sur les produits chimiques dans lequel figurent une évaluation des systèmes de gestion des produits chimiques dangereux mis en place dans le pays ainsi que des recommandations sur les mesures à prendre pour les améliorer. Le rapport a été établi par un expert-conseil local après consultation approfondie des administrations nationales et d'autres organismes.

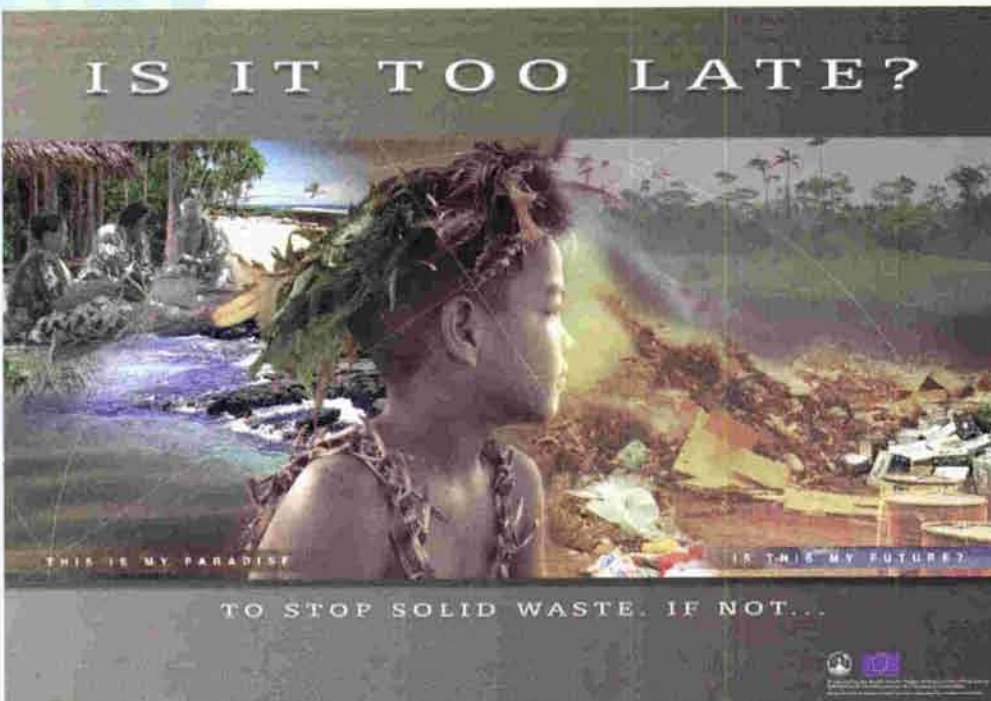
Tuvalu

- Le projet SWEAP a démarré à la fin 2000. Il a pour principaux objectifs : l'utilisation de diverses méthodes de sensibilisation, et notamment la réalisation de spots radiophoniques ou l'organisation de conférences dans les établissements scolaires; la tenue d'ateliers et la diffusion d'information sur les projets pilotes de fabrication de compost.
- Un atelier d'une durée de cinq jours sur la gestion rationnelle des matières et déchets dangereux et des sites contaminés a été organisé. Les participants ont examiné les principes de base de la gestion des matières dangereuses ainsi que les procédures de nettoyage des sites et d'élimination des déchets. Ils ont également pris part à des exercices collectifs et à des démonstrations sur le terrain. L'atelier a abouti, entre autres, à l'adoption d'un plan d'action visant à améliorer certains aspects des activités nationales de gestion des matières dangereuses.

Vanuatu

- Le projet SWEAP a pris fin en 2000. Il avait pour principal objectif de mettre au point des méthodes d'éducation et de sensibilisation du public au problème des déchets. Dans le cadre du projet, divers supports didactiques ont été réalisés et notamment des affiches, des brochures, des panneaux d'information sur les déchets, des annonces destinées aux communautés locales, des émissions de radio et des interviews.

Des affiches ont été réalisées pour sensibiliser le public aux problèmes que posent les déchets solides.



- Le projet de réduction et de gestion des déchets, mis en œuvre par la Fondation du Pacifique Sud (FSP Vanuatu), s'est achevé en 2000. Il a eu pour principal résultat la formulation et l'adoption d'une politique nationale de réduction et de gestion des déchets.

Gestion de l'environnement, planification et renforcement des institutions



En haut : Dr I. Tu'u'u, directeur des affaires foncières et de l'environnement du Samoa, signe le Protocole sur la sécurité biologique à Nairobi (Kenya).

En bas : De saines méthodes traditionnelles de pêche permettront de mieux gérer et préserver les ressources halieutiques du Pacifique

L'intégration de la planification et de la gestion environnementales au processus de développement est une condition essentielle à la croissance économique à long terme du Pacifique. Cette intégration doit s'opérer aux plans macroéconomique, sectoriel et communautaire.

Les stratégies nationales de gestion de l'environnement (SNAGE) dressées au milieu des années 1990 au profit de treize pays insulaires océaniques ont permis de définir les priorités du renforcement des institutions ainsi que les modalités de la planification et de la gestion environnementales, tant dans le service public que dans le secteur privé.

Au nombre de ces priorités figurent la formation du personnel, l'élaboration et la diffusion d'outils et de techniques permettant la prise de décisions écologiquement rationnelles, la constitution d'un cadre juridique répondant aux besoins nationaux mais néanmoins conforme aux instruments internationaux relatifs à l'environnement, ainsi qu'un soutien permanent aux pays et territoires insulaires visant à la définition de positions régionales et à la satisfaction de leurs obligations au titre des instruments régionaux ou internationaux.

En 1998 a été lancé le projet "Renforcement des capacités de gestion environnementale dans

le Pacifique" (CBEMP) qui avait pour but d'aider douze pays insulaires océaniques à satisfaire certains de ces besoins. Il s'agissait notamment de renforcer les capacités des institutions publiques et des communautés des pays de la région pour permettre l'avènement d'un développement durable fondé sur l'intégration des pratiques tant traditionnelles que modernes de gestion de l'environnement.

La dynamique des populations déterminant dans une large mesure la nature et l'ampleur des impacts sur l'environnement, il est indispensable de renforcer les capacités nationales et régionales d'évaluation de l'environnement et d'intégrer, à tous les niveaux, les considérations écologiques et démographiques. Il convenait ainsi de mettre en place un système d'élaboration de rapports sur l'état de l'environnement, intégré au réseau mondial créé à cette même fin, en s'appuyant sur des actions ciblées de formation, des études de cas spécifiques et une base de données environnementales.

Il y a lieu en outre de définir un ensemble cohérent d'indicateurs destinés aux grands décideurs et adaptés aux outils de planification utilisés par les ministères du budget et des finances pour axer leur planification sur le développement durable.

Les principales réalisations de 2000

- Aide apportée à Yap pour la mise en œuvre de son Plan de gestion des ressources côtières et marines.
- Participation, aux côtés du programme RARE, aux actions de sensibilisation du public menées à Yap.
- Tenue d'un stage de formation sur les techniques d'enquête auprès des communautés à Kiribati.
- Mise en place de la base de données du CBEMP à Palau et démarrage de la formation en vue de son utilisation.
- Achèvement de l'analyse bibliographique des connaissances traditionnelles du Samoa et recueil d'informations sur le terrain.
- Réalisation d'une enquête communautaire aux Tonga et conduite de stages d'éducation environnementale à Ha'apai et Vava'u.
- Conduite d'un stage de formation à Tuvalu sur la collecte des connaissances traditionnelles relatives au milieu marin et élaboration d'un manuel de formation en la matière.
- Réalisation d'une enquête communautaire à Vanuatu et constitution d'une base de données pour la conservation des informations recueillies.
- Publication et diffusion d'un dossier d'informations relatif à la Convention sur la diversité biologique constitué au profit des pays insulaires océaniques.

Activités régionales et internationales

Atelier régional de formation du projet "Renforcement des capacités de gestion environnementale dans le Pacifique" (CBEMP)

Cet atelier s'est déroulé au Samoa; il a permis la formation de bénévoles du Peace Corps ainsi que de participants nationaux des États Fédérés de Micronésie, de Niue, de Palau, du Samoa et des Tonga. La formation portait sur la constitution des bases de données, la conception de supports didactiques et la collecte d'informations en milieu communautaire.

Conseil et soutien aux pays insulaires océaniques en matière de droit environnemental

Les deux juristes du PROE ont fourni conseils et informations aux pays insulaires océaniques sur un vaste ensemble de questions relatives aux initiatives internationales de droit environnemental, concernant notamment la diversité biologique et la gestion des déchets. Il s'agissait principalement des manifestations suivantes :

- Première conférence extraordinaire des Parties (reprise de session) à la Convention sur la diversité biologique, janvier 2000.
- Comité intergouvernemental de négociation d'un instrument international juridiquement contraignant pour la mise en œuvre de l'action internationale sur certains polluants organiques persistants, quatrième session (Bonn, mars 2000) et cinquième session (Johannesburg, décembre 2000).
- Cinquième réunion des Parties à la Convention sur la diversité biologique, Nairobi (Kenya), 15-26 mai 2000.
- Cinquième réunion ordinaire et réunion des plénipotentiaires des Parties contractantes aux Conventions d'Apia et de Nouméa, Guam, 9 octobre 2000.
- Atelier AOSIS sur la sécurité biologique, St-Kitts-et-Nevis, décembre 2000, et réunion du comité intergouvernemental pour le protocole de Cartagena de la Convention sur la diversité biologique, Montpellier, décembre 2000.

Activités nationales

Îles Cook

- Une aide et des conseils juridiques ont été apportés en vue de la rédaction de la loi sur l'environnement.
- Des conseils ont été fournis pour l'interprétation du protocole sur l'immersion des déchets de la Convention de Nouméa.
- Des conseils ont été apportés au sujet de la ratification de la Convention de Waigani.

États Fédérés de Micronésie

- Le bénévole du Peace Corps/CBEMP engagera des actions de sensibilisation dans le cadre du programme RARE. Des éléments traditionnels seront intégrés à ces activités.
- Certains aspects des méthodes de gestion traditionnelle des ressources ont été intégrés au plan de gestion des zones et des ressources côtières de Yap.

Fidji

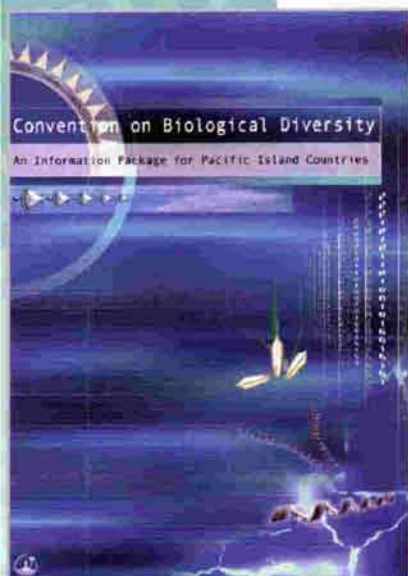
- Des conseils juridiques ont été fournis en vue de la constitution du fonds fiduciaire de Koroyanitu.

Kiribati

- Des informations et des conseils ont été fournis sur la ratification de la Convention de Waigani.
- Une aide a été apportée en vue de la définition des mesures techniques et institutionnelles requises pour la mise en œuvre de la section IV de la loi sur l'environnement.

Niue

- Le bénévole du Peace Corps/CBEMP a colligé dans une base de données des informations concernant 70 espèces d'arbres de Niue. Ces données serviront à la rédaction d'un guide



En haut : Dossier d'informations relatif à la Convention sur la diversité biologique constitué au profit des pays insulaires océaniques.

En bas : Andrea Volentras, juriste du PROE, fournit conseils et soutien aux délégations des pays insulaires océaniques auprès de la conférence sur le protocole de Cartagena (à l'arrière, le 3^{ème}).

d'excursion. De nouvelles subventions ont été octroyées, au titre de l'Initiative en faveur de l'environnement d'Asie orientale et du Pacifique (EAPEI), pour le lancement de nouvelles activités.

- Des informations et des conseils juridiques ont été fournis au sujet de la ratification de la Convention de Waigani.

Palau

- Avec le concours du bénévole du Peace Corps/CBEMP, une base de données est en cours de constitution au Conseil pour la protection de la qualité de l'environnement. Elle a pour objet la collecte d'informations traditionnelles qui serviront à encourager les activités de tourisme durable. La base de données devrait être achevée au début 2001.

Samoa

- Entamée en 1999, l'étude de la littérature sur les savoir-faire traditionnels est maintenant achevée. Les informations recueillies serviront à la conception de matériels pédagogiques en 2001.
- Un dossier d'information et des conseils ont été fournis au délégué national à la cinquième conférence des Parties à la Convention sur la diversité biologique tenue à Nairobi (Kenya).

Tonga

- Une collaboration entre le CBEMP, le projet tongan en faveur du tourisme et le Peace Corps américain a permis d'organiser deux stages pratiques de formation à Vava'u et à Ha'apai. Les stages portaient sur les techniques de communication, l'élaboration de matériels de sensibilisation visant à promouvoir une exploitation durable des ressources, sur le patrimoine culturel et la gestion avisée des ressources naturelles.

Tuvalu

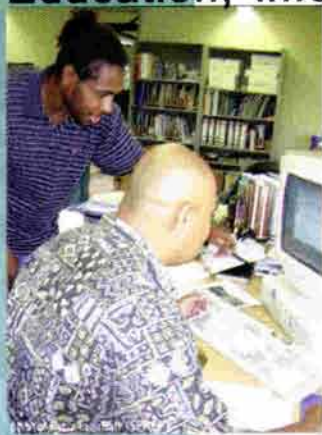
- On a fourni des conseils sur les mesures à prendre pour la ratification de la Convention sur la diversité biologique.
- Six agents du service des pêches, des ressources naturelles et de l'environnement ont suivi un stage de formation organisé dans le cadre du CBEMP sur la collecte et la conservation des connaissances traditionnelles sur le milieu marin. Ce stage a également permis de rédiger un manuel de formation auquel on met la dernière main avant sa publication. Il sera ensuite distribué aux agents des services des pêches et de l'environnement.

Les juristes du PROE, Andrea Volentras (au milieu) et Jacques Mougeot (à droite) apportent leurs conseils lors de la réunion des Parties contractantes aux Conventions d'Apia et de Nouméa, à Guam. De gauche à droite, Tamari'i Tutangata, Jesus T. Salas, directeur de l'Agence pour la protection de l'environnement de Guam, et Mme l'o Tuakeu-Lindsay, présidente de la conférence du PROE.



photo: Fatu Tauafafi (PROE)

Éducation, information et formation en matière d'environnement



En haut : Matthew Maldo, agent nivanuatu en détachement auprès de la section Technologies de l'information du PROE, donne des conseils informatiques aux agents de l'organisation.

En bas : Les agents de la section Information coordonnent la couverture médiatique des programmes du PROE. Ici, Joe Reti parle de la onzième Conférence du PROE dans une interview accordée à une chaîne de radio de Guam.

On constate dans l'ensemble de la région une prise de conscience croissante de l'importance que revêtent l'information technologique, l'éducation, la formation et la sensibilisation aux questions environnementales. Toutes ces démarches font partie intégrante de l'ensemble des programmes du PROE. Les enfants d'aujourd'hui étant appelés à devenir les gardiens de l'environnement océanien de demain, les interventions en la matière demeureront principalement axées sur les systèmes d'éducation nationale et favoriseront l'élaboration de programmes d'enseignement sur les questions environnementales et la formation des enseignants. Pour donner les retombées les plus positives aux actions d'éducation, de sensibilisation et de formation, on s'attachera à consolider les partenariats avec les églises, les groupes de femmes et de jeunes qui seront encouragés à diffuser l'information environnementale auprès des communautés villageoises. Les stages de formation et les détachements que propose le PROE contribuent à renforcer les compétences des agents des

services nationaux de l'environnement en les associant directement aux actions de gestion environnementale que mène le Secrétariat. Le recours aux médias (presse écrite, radio et télévision) prendra une importance grandissante et l'on s'efforcera de réunir des ressources supplémentaires pour réaliser des outils didactiques dans les langues locales.

La sensibilisation des décideurs de la fonction publique comme du secteur privé constitue elle aussi un volet important de ce programme. L'objectif est d'optimiser les actions engagées à cette fin en améliorant la présentation, l'interprétation et la diffusion des informations techniques, à la fois par le biais de l'Internet et du renforcement des capacités de diffusion de l'information des services nationaux de l'environnement, des autres organismes publics et des ONG. C'est au titre de ce programme que sont fournies les prestations d'aide spécialisée requises aux fins des composantes éducation, formation et documentation des autres programmes du PROE.

Les principales réalisations de 2000

- Approbation par l'Union européenne du projet relatif au centre d'information et de documentation et au réseau océanien d'information sur l'environnement (PEIN).
- Accord du gouvernement japonais en vue du financement (par le biais d'une subvention en faveur du Samoa) de la construction du centre d'éducation et de formation à l'environnement.
- Réalisation d'un recensement des besoins nationaux en formation pour le compte de huit pays membres. Ces évaluations ont été approuvées par la onzième Conférence du PROE tenue à Guam.
- Organisation du deuxième atelier sous-régional de formation des enseignants (à l'intention de cinq pays) et suivi du premier atelier, auquel ont pris part deux pays.
- Mise en place aux Samoa américaines d'une base de données nationale sur l'environnement.
- Organisation au Samoa d'un atelier sous-régional sur l'échange d'informations environnementales.
- Élaboration de la version définitive du cadre de gestion des données internes.
- Réalisation de films vidéo sur les déchets, d'affiches, d'autocollants et d'autres supports de sensibilisation, en collaboration avec les différents programmes du PROE concernés.
- Fin des détachements d'agents des Samoa américaines, de Papouasie-Nouvelle-Guinée, du Samoa, de Tonga et de Vanuatu auprès du centre d'information et de documentation et des sections Publications et Technologies de l'information du PROE.
- Amélioration de l'image du PROE grâce aux efforts entrepris dans le domaine des relations publiques (diffusion de communiqués de presse, rapports annuels, lettres d'information et résumés mensuels des faits marquants).
- Publication de documents techniques et de rapports de réunions pour le compte des autres programmes du PROE.

Activités internationales et régionales



En haut : Le stand d'exposition du PROE à la onzième Conférence du PROE tenue à Guam

En bas : La couverture de l'édition 2000 du rapport économique régional de la Banque mondiale sur les îles du Pacifique a été conçue par la section Publications du PROE

Deuxième stage sous-régional de formation organisé à Fidji à l'intention des enseignants du primaire
Des enseignants et des professionnels de l'éducation écologique des Samoa américaines, de Fidji, du Samoa, de Papouasie-Nouvelle-Guinée, des Îles Salomon et de Vanuatu ont pris part à ce stage d'une semaine qui avait pour objet d'améliorer leurs aptitudes à conduire de manière efficace des programmes de motivation destinés aux jeunes et visant à les encourager à protéger l'environnement. Durant le stage, qui avait pour thème principal Unir, apprendre et vivre, un module d'enseignement sur les activités en aval de la pêche a également été dispensé par le programme d'études océanographiques de l'Université du Pacifique Sud et a permis aux participants de réfléchir aux liens entre environnement, économie et santé humaine.

Module de formation à l'environnement du centre de formation à l'éducation communautaire (CFEC)
Quelque trente femmes océaniques ont participé à un cours de formation d'une semaine sur les questions environnementales organisé au CFEC du Secrétariat de la Communauté du Pacifique (CPS), à Fidji.

Réalisation de supports de sensibilisation à la Journée mondiale de l'eau en collaboration avec la SOPAC
Les agents du PROE ont travaillé en collaboration étroite avec la SOPAC à la réalisation d'une série d'outils de sensibilisation qui seront utilisés dans le cadre de la Journée mondiale de l'eau.

Promotion des questions environnementales dans les instances internationales
La section Information et Publications a appuyé et coordonné les actions de promotion des questions environnementales. Elle a notamment fait appel aux médias, réalisé des supports d'information et organisé des expositions de documents et supports sur l'environnement lors de manifestations internationales en rapport avec l'environnement, comme par exemple la conférence régionale sur les changements climatiques tenue à Rarotonga (Îles Cook), La World Expo 2000 organisée à Hanovre (Allemagne) et la onzième Conférence du PROE, qui a eu lieu à Guam.

Des articles ont été préparés pour publication dans des revues spécialisées. Le PROE a également collaboré à la rédaction de certains articles en apportant soutien technique et expérience. Diverses maisons d'édition, revues, chaînes de télévision et organisations ont publié des articles, diffusé des émissions ou organisé des manifestations auxquelles le PROE a été associé. On citera notamment : UK Corporate Watch; les revues National Geographic et New Scientist, la chaîne télévisée Our Planet cofinancée par CNN, NHK ainsi que par des intérêts britanniques; le magazine Islands Business; Tok Blong Pasifik; et l'édition 2000 du Forum national de l'environnement organisé au Samoa. Le PROE a par ailleurs conçu la couverture de l'édition 2000 du rapport économique régional de la Banque mondiale sur les îles du Pacifique, intitulé Cities, Seas and Storms : Managing Change in the Pacific Islands Economies (Villes, mers et tempêtes : gérer le changement dans les économies insulaires du Pacifique).



Mise en place d'un accès à Internet au centre d'information et de documentation du PROE

Le centre d'information et de documentation du PROE a notamment pour mission de diffuser les informations relatives à l'environnement et gère à cette fin sur le site web du PROE une "page" sur laquelle les utilisateurs peuvent poser des questions ou donner leur avis. En 2000, les agents du centre ont répondu à 623 demandes d'information reçues du monde entier par le biais du site Internet. Ils ont également donné suite à 436 demandes de recherche documentaire en ligne ou d'envoi de publications du PROE.

Activités nationales

Samoa américaines

- Détachement auprès du PROE d'un agent national qui a été affecté à la conception et à la réalisation de supports de sensibilisation à l'environnement.
- À la demande des autorités nationales, le PROE a fourni des conseils sur l'élaboration de supports pédagogiques, la conduite de stages de formation à l'intention des enseignants et la mise en œuvre de programmes de sensibilisation.
- Prise en charge financière de la participation de deux personnes au deuxième atelier sous-régional sur l'échange d'information et l'établissement de réseaux tenu à Apia (Samoa), dont le financement a été assuré par l'AusAID.

Îles Cook

- Organisation d'un atelier sur la planification publique en vue du projet de la Banque asiatique de développement (BAD) sur les pratiques traditionnelles de gestion de l'environnement.
- Prise en charge financière de la participation d'une personne au deuxième atelier sous-régional sur l'échange d'information et l'établissement de réseaux tenu à Apia (Samoa), dont le financement a été assuré par l'AusAID.

États fédérés de Micronésie

- Une aide a été apportée par le biais du détachement de trois volontaires du service australien de bénévolat auprès des services de l'environnement de Yap, Kosrae et Pohnpei.
- Le PROE est intervenu au titre du Plan des petites subventions à l'appui des activités de sensibilisation au développement durable mises en œuvre par l'Agence pour la protection de l'environnement de Pohnpei.

Fidji

- Conseils sur l'utilisation des médias et coordination de la participation des spécialistes des changements climatiques à la conférence organisée à Fidji par l'Association océanienne des médias (PINA) à l'intention des journalistes. La conférence s'est intéressée principalement à la question des changements climatiques et de leurs effets pervers sur les petites îles du Pacifique.
- Prise en charge financière de la participation d'une personne au deuxième atelier sous-régional sur l'échange d'information et l'établissement de réseaux tenu à Apia (Samoa), dont le financement a été assuré par l'AusAID.
- Le PROE a répondu, par le biais du Réseau océanien d'information sur l'environnement mis en place par le centre d'information et de documentation, aux demandes d'informations sur l'environnement émanant de Fidji.

Guam

- Le premier prix d'excellence pour l'éducation écologique a été décerné à Madame Juanita Rilometo.
- La section Information et Publications a coordonné les activités de communication et de promotion des questions environnementales durant la onzième Conférence du PROE, en collaboration avec les agents de l'Agence pour la protection de l'environnement de Guam.

Kiribati

- Détachement auprès du PROE d'un agent de la Fondation du Pacifique Sud (FSP) qui a rencontré les directeurs de programmes et a pu se familiariser avec les techniques d'information et de communication de base.
- À la demande des autorités nationales, le PROE a fourni des conseils sur l'élaboration de supports pédagogiques, la conduite de stages de formation à l'intention des enseignants et la mise en œuvre de programmes de sensibilisation.



En haut : Tamari'i Tutangata et Jesus T. Salas, directeur de l'Agence pour la protection de l'environnement de Guam, accordent une interview à la télévision de Guam.

En bas : Juanita Rilometo, première lauréate du prix d'excellence pour l'éducation écologique, aux côtés de Tamari'i Tutangata et Jesus T. Salas.





En haut : Tamari'i Tutangata et Edy Brotoisworo, chef de la mission de la Banque asiatique de développement, signent le protocole d'accord qui prévoit l'octroi d'une aide en faveur des activités visant l'utilisation des connaissances traditionnelles.

En bas : L'apprentissage par l'expérience : des lycéens de Niue s'initient à la gestion durable des forêts avec l'aide des Peace Corps et du PROE (photos reproduites avec l'aimable autorisation de Joslyn Heyn)



- Prise en charge financière de la participation d'une personne au deuxième atelier sous-régional sur l'échange d'information et l'établissement de réseaux tenu à Apia (Samoa), dont le financement a été assuré par l'AusAID.
- Détachement d'un volontaire auprès du ministère de l'Environnement et du Développement social.

Îles Marshall

- Organisation d'un atelier sur la planification publique en vue du projet de la Banque asiatique de développement (BAD) sur les pratiques traditionnelles de gestion de l'environnement.
- Prise en charge financière de la participation d'une personne au deuxième atelier sous-régional sur l'échange d'information et l'établissement de réseaux tenu à Apia (Samoa), dont le financement a été assuré par l'AusAID.

Nauru

- Le PROE a fourni une aide financière et des outils pédagogiques en vue de la première Semaine nationale de l'environnement et a décerné une attestation de mérite à Madame Ruby Willis pour son action en faveur de l'éducation écologique à Nauru.
- À la demande des autorités nationales, le PROE a fourni des conseils sur l'élaboration de supports pédagogiques, la conduite de stages de formation à l'intention des enseignants et la mise en œuvre de programmes de sensibilisation.

Niue

- Prise en charge financière de la participation d'une personne au deuxième atelier sous-régional sur l'échange d'information et l'établissement de réseaux tenu à Apia (Samoa), dont le financement a été assuré par l'AusAID.
- Octroi d'une aide au titre du Plan de petites subventions en faveur d'un projet axé sur l'application, à des fins pédagogiques et dans le cadre des pratiques modernes de gestion de l'environnement, du savoir traditionnel et des mécanismes traditionnels de gestion de l'environnement côtier et des écosystèmes.

Papouasie-Nouvelle-Guinée

- Formation aux technologies de l'information d'un agent de l'Office de l'environnement et de la conservation de Papouasie-Nouvelle-Guinée (OEC) détaché auprès de la section Technologies de l'information du PROE.
- Des discussions ont été engagées avec le personnel de l'OEC en vue de l'organisation d'un atelier national sur la formation à l'utilisation des médias aux fins de l'information sur l'environnement. L'objectif est de fournir aux participants les outils et les compétences techniques requises pour préparer des reportages et réaliser des supports de sensibilisation qui contribueront à porter à la connaissance des publics ciblés les problèmes écologiques d'intérêt national. Il s'agira par ailleurs de favoriser l'établissement de relations de travail plus étroites entre les responsables des administrations nationales et les professionnels de l'information.

Palau

- Une équipe du PROE s'est rendue à Palau pour y rencontrer les représentants des services de l'enseignement et de l'environnement. Un comité chargé de veiller à la coordination des programmes scolaires et des plans de travail des différents organismes à vocation environnementale a été constitué.

Samoa

- Des exposés sur diverses questions environnementales ont été présentés sur demande dans plusieurs établissements scolaires et organismes du pays.
- Une formation à la publication assistée par ordinateur a été dispensée aux agents du ministère de l'Environnement et de la Conservation en vue de la réalisation d'une publication sur l'édition 2000 du Forum national de l'environnement. Cette publication (la première à être réalisée par les agents du ministère) a été lancée officiellement par le ministre de l'Environnement du Samoa lors de la Semaine nationale de l'environnement organisée en novembre 2000.
- Octroi d'une aide au titre du Plan de petites subventions en vue de l'impression de la publication sur le Forum 2000 de l'environnement.
- Réalisation, en collaboration avec le responsable du programme de conception vidéographique de l'Université nationale du Samoa, d'un film intitulé Pacific at Risk : The Reality of Climate

Change (Changements climatiques : un risque bien réel pour le Pacifique) qui sera utilisé dans le cadre du PICCAP.

- Prise en charge financière de la participation de quatre personnes au deuxième atelier sous-régional sur l'échange d'information et l'établissement de réseaux tenu à Apia (Samoa), dont le financement a été assuré par l'AusAID.
- Aide au personnel de la bibliothèque du collègue polytechnique du Samoa en vue de la réalisation de sa lettre d'information trimestrielle.
- Aide et conseils à divers intervenants des secteurs public et privé par le biais du réseau océanien d'information sur l'environnement créé par le centre d'information et de documentation.

Tonga

- Le chargé de l'information du ministère des Affaires foncières et des Ressources naturelles a été détaché auprès du Secrétariat du PROE où il a suivi une formation à la publication assistée par ordinateur et au traitement de l'information. Ce détachement a été financé conjointement par l'AusAID et le ministère des Affaires foncières et des Ressources naturelles.
- Le PROE a répondu, par le biais du Réseau océanien d'information sur l'environnement mis en place par le centre d'information et de documentation, aux demandes d'information sur l'environnement émanant des Tonga.
- Deux agents des services de la planification de l'environnement et de la conservation des ressources ont reçu une formation à l'utilisation du logiciel InMagic Plus. Dans le cadre de leur formation pratique, les stagiaires ont compilé et établi la liste des nouvelles acquisitions du centre d'information et de documentation lors du troisième trimestre.
- Une aide a été octroyée aux autorités nationales au titre du Plan des petites subventions en vue d'un projet de restauration des sites culturels et historiques de Vava'u.

Tuvalu

- Prise en charge financière de la participation d'une personne au deuxième atelier sous-régional sur l'échange d'information et l'établissement de réseaux tenu à Apia (Samoa), dont le financement a été assuré par l'AusAID.

Vanuatu

- Un agent des services de l'environnement de Vanuatu a été détaché auprès de la section Technologies de l'information du PROE où il a suivi une formation à l'utilisation des technologies de l'information.
- Organisation d'un atelier de planification à l'attention du secteur public en vue du projet de la BAD sur les pratiques traditionnelles de gestion de l'environnement.
- Prise en charge financière de la participation de deux personnes au deuxième atelier sous-régional sur l'échange d'information et l'établissement de réseaux tenu à Apia (Samoa), dont le financement a été assuré par l'AusAID.
- Le PROE a répondu, par le biais du Réseau océanien d'information sur l'environnement mis en place par le centre d'information et de documentation, aux demandes d'information sur l'environnement émanant de Vanuatu.
- Le PROE a dispensé une formation à l'utilisation de InMagic Plus à plusieurs groupes des secteurs public et privé et leur a fourni des conseils et un soutien technique.



Madame Lupe Matoto (au fond à droite), agent des Tonga détachée auprès du PROE, a présenté aux élèves du collège de filles de Papauta (Samoa) des informations sur les problèmes écologiques des Tonga et sur certaines des solutions qui peuvent leur être apportées.

Direction et services administratifs



Tamari'i Tutangata lors de son allocution d'ouverture à la onzième conférence du PROE.



Madeleine Z. Bordallo, lieutenant-gouverneur de Guam, déclare ouverte la onzième conférence du PROE.



Séance plénière de la onzième conférence du PROE.



Le nouveau siège du PROE.

Les activités de la direction et des services administratifs reflètent le principe directeur du Plan d'action, à savoir que le Secrétariat intervient par l'entremise des gouvernements, des institutions en place et des experts régionaux. Conformément à la

Convention portant création du PROE, le Secrétariat fournit des services de conseil spécialisés, assure la coordination des activités en faveur de l'environnement et favorise la mise en œuvre du Plan d'action.

Les principales réalisations de 2000

- Adoption du Plan d'action pour la gestion de l'environnement de la région du Pacifique 2001-2004, par la onzième conférence du PROE, tenue à Guam.
- Adoption par cette même conférence du programme de travail et de budget 2001, qui comporte des dispositions nouvelles permettant l'augmentation des contributions des Membres.
- Inauguration officielle du nouveau siège du PROE, en août 2000, par le premier ministre du Samoa.
- Participation aux conférences internationales et aide apportée aux Membres à cette occasion.
- Poursuite des relations avec les organismes bailleurs de fonds et les gouvernements membres en vue de la collecte de fonds extrabudgétaires destinés à financer les activités du programme de travail.
- Rencontres régulières avec les bailleurs de fonds qui sont ainsi tenus informés de l'état d'avancement des projets et programmes qu'ils financent.
- Participation à toutes les réunions régionales des organisations membres du CORP.

Relations avec les autres organisations

Au plan budgétaire, la mise en œuvre des programmes du PROE est très largement tributaire des bailleurs de fonds au nombre desquels figurent des organisations internationales ainsi que des gouvernements membres et non-membres.

l'environnement, l'Organisation météorologique mondiale, le Département britannique du développement international et l'Organisation maritime internationale.

Bailleurs de fonds

Les principaux bailleurs de fonds sont l'Agence australienne pour le développement international, le Programme Canada-Pacifique sud d'exploitation des océans, le Fonds pour l'environnement mondial, l'Agence néo-zélandaise de coopération et le Programme des Nations Unies pour le développement.

Institutions associées

Outre les organisations et les gouvernements bailleurs de fonds déjà mentionnés, de nombreuses institutions régionales et internationales prêtent leur concours au PROE, soit en mettant à disposition leurs connaissances techniques, soit par le biais de dons en nature, de contrats de sous-traitance ou de prestations de conseil.

Les gouvernements membres versent par ailleurs des contributions financières qui viennent s'ajouter à celles d'autres gouvernements et des organisations régionales et internationales pour permettre le financement d'activités spécifiques. On citera notamment les gouvernements du Danemark, de la France, du Japon, des Etats-Unis et de la République populaire de Chine, l'Union européenne, le Laboratoire national de Los Alamos, le Fonds de coopération technique du Commonwealth, le Programme des Nations Unies pour

Le PROE entretient une longue collaboration avec divers instituts et organismes techniques de la région, dont les universités du Pacifique Sud, de Papouasie-Nouvelle-Guinée, de Guam et de Hawaï, le Community College of Micronesia, le Centre Orient-Occident à Honolulu, le Laboratoire d'études et de surveillance de l'environnement à Tahiti, l'Institut de recherche pour le développement (IRD, anciennement ORSTOM), l'Université française du Pacifique à Nouméa et le Service d'information sur les ressources de la mer des îles du Pacifique (SIRMIP).

Parmi les autres institutions régionales associées au PROE figurent l'Université Flinders d'Australie du Sud, les universités d'Auckland et de Waikato en Nouvelle-Zélande, et l'Université nationale du Samoa.

Le PROE travaille en étroite collaboration avec d'autres organisations intergouvernementales de la région réunies au sein du Conseil des organisations régionales du Pacifique (CORP), et notamment avec le Secrétariat général de la Communauté du Pacifique (CPS), le Secrétariat général du Forum des îles du Pacifique, la Commission océanienne de recherches géoscientifiques appliquées (SOPAC), à Suva, l'Agence des pêches du Forum (FFA), à Honiara, l'Organisation océanienne du tourisme (OOT), à Suva et le Programme de développement des îles du Pacifique (PIDP), à Honolulu.

D'autres organisations se sont associées à l'action du PROE, et notamment l'Alliance des petits États insulaires (AOSIS), l'Agence canadienne pour le développement international (ACDI), le Secrétariat du Commonwealth, la Fondation du droit international de l'environnement (FIELD), l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO), l'Agence américaine pour la protection de l'environnement (US EPA), Whales Alive, l'Organisation météorologique mondiale et le bureau océanien du Fonds mondial pour la nature (WWF).

En vertu de protocoles d'accord, le PROE met en œuvre des projets conjoints avec nombre d'organisations gouvernementales et non-gouvernementales internationales, parmi lesquelles l'OMI, le Secrétariat de la Convention de Bâle, l'Union mondiale pour la nature (UICN) à Genève, The Nature Conservancy (TNC), à Honolulu, le Centre mondial de surveillance continue de la conservation de la nature (WCMC), à Cambridge, le Centre international des paysages protégés (ICPL), au Pays de Galles, Australian Volunteers International (AVI), le Programme d'exploitation des océans Canada-Pacifique Sud II (PEOCPS II), le ministère néo-zélandais de la conservation, Environment Australia, le Programme des Nations unies pour l'environnement et le Peace Corps américain.

Le PROE travaille également en étroite collaboration avec les Secrétariats des quatre conventions suivantes : la Convention du patrimoine mondial, la Convention sur la diversité biologique (CDB), la Convention sur le commerce international des espèces de faune et de flore sauvages menacées (CITES) et la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques (CCCC) afin d'appuyer les efforts de mise en œuvre de ces

instruments dans les pays insulaires océaniques.

Divers pays et territoires de la région ont soutenu les programmes et actions de formation du PROE en se portant hôtes de réunions régionales ou sous-régionales. De nombreux experts-conseils indépendants de la région ont par ailleurs fourni des services de conseil au PROE dans des domaines de compétences non représentés au sein du Secrétariat. Le PROE remercie l'ensemble des institutions et des experts-conseils du concours qu'ils lui ont apporté au cours de l'année écoulée.



Photo: Ulafala Alavao, Forum Secrétariat
photo: Ulafala Alavao, Secrétariat du Forum

Nouvelles subventions de la République populaire de Chine au PROE. Le vice-ministre des affaires étrangères, Yang Jiechi, échange des notes avec Tamari'i Tutangata lors de la réunion du Forum à Kiribati.

Ci-dessous : Un nouveau démarrage pour la collaboration PROE-PNUE : Dr Klaus Töpfler, directeur exécutif du PNUE, met un jeune arbre en terre pour célébrer l'occasion, sous le regard attentif de Tamari'i Tutangata et de Tuala Tagaloa, ministre de l'environnement du Samoa.



Les effectifs du PROE

Direction

Tamari'i Tutangata	Directeur
Gerald Miles	Chef de division – Gestion et planification environnementales
Neva Wendt	Chef de division – Éducation environnementale, information et renforcement des capacités
Ray Wright	Chef de division – Finances et administration

Bureau du directeur

Apiseta Eti	Secrétaire de direction (directeur adjoint)
Dorothy S. Kamu	Secrétaire de direction (directeur)
Pisaina Leilua-Lei Sam	Attachée de direction

Services administratifs

Amosa Tootoo	Auxiliaire de surface
Aso Sione	Factotum
Daniel Devoe	Comptable
Diamond Brown	Agent comptable
Elia Hunt	Gardien de nuit/agent de sécurité
Faamanu Fonoti	Commis/Chauffeur
Helen Tuilagi	Agent de bureau – Service du courrier et des archives
Luapene Lefau	Agent comptable
Lupe Silulu	Responsable – Service du courrier et des archives
Malama Masina-Hadley	Agent administratif
Monica Tupai	Réceptionniste
Montini Smith	Chauffeur/commis
Oketi Maiava	Commis-comptable principal
Puni Chong Wong	Agent comptable
Saunoa Matau	Assistante de conférence/agent de voyages
Silupe Gafa	Jardinier/vigile
Tania Lui	Agent comptable
Theresia Porea	Adjointe administrative
Tologauvale Leaula	Préposé/agent de bureau

Conservation de la diversité biologique et des ressources naturelles

Andrew Wright	Directeur de programme – Eaux internationales
François Martel	Chargé de projet – Socioéconomie (PCBPS)
Greg Sherley	Chargé de projet – Conservation de l'avifaune/espèces envahissantes
Helen Ng Lam	Assistante de division – Conservation des ressources naturelles
Job Opu	Chargé de projet – Espèces marines
Joe Reti	Directeur de programme – PCBPS
Lucille Overhoff	Chargée de projet – Gestion des zones humides
Mary Power	Chargée de projet – Gestion des zones côtières
Natasha Stacey	Spécialiste de la participation et des évaluations communautaires – Eaux internationales
Rosanna Galuvao	Assistante de division – Eaux internationales
Ruta Couper	Secrétaire de direction – PCBPS
Samuelu Sesaga	Coordonnatrice des stratégies d'action (Conservation de la nature)
Selesitina Pule'aga	Attachée de direction – PCBPS

Changements climatiques et gestion intégrée des zones côtières

Chalapan Kaluwin	Chargé de projet – Changements climatiques
Fono Valasi	Assistante de division – Changements climatiques
Graham Sem	Conseiller scientifique – Projet PICCAP/CC: formation
Mahendra Kumar	Chargé de projet – Négociations internationales
Penehuro Lefale	Chargé de projet – Météorologie et climatologie
Wayne King	Chargé de projet – PICCAP

Gestion des déchets, prévention de la pollution et interventions d'urgence

Bruce Graham	Coordonnateur – Gestion des déchets et prévention de la pollution
Sefanaia Nawadra	Chargé de projet – Pollution marine
Sina To'a	Assistante de division
Trevor Gilbert	Conseiller – Pollution marine
Shiro Amano	Expert-conseil (JICA)
Suresh Raj	Coordonnateur de projet – Éducation et sensibilisation au problème des déchets

Gestion de l'environnement, planification et renforcement des institutions

Alisa Nickel	Secrétaire de division – Gestion et planification environnementales
Andrea Volentras	Juriste – Droit environnemental
Craig Wilson	Chargé de projet – Renforcement des capacités de gestion environnementale
Jacques Mougeot	Chargé de projet – Droit environnemental
Matthew McIntyre	Chargé de projet – Évaluations et rapports sur l'environnement
Petelo Ioane	Chargé de projet – SIG/base de données

Éducation, information et formation en matière d'environnement

Aliitasi Uesele-Petaia	Agent de soutien – Technologies de l'information
Audrey Dropsy	Chargée de formation
Chris Peteru	Chargé de la rédaction et des publications
Fatu Taufiafi	Chargé de l'information et des publications
Hervé Dropsy	Directeur – Technologies de l'information
Matilda Meredith-Tapusoa	Agent informaticien – Technologies de l'information
Miraneta Williams	Aide bibliothécaire
Quandovita Reid-Tuala	Secrétaire intérimaire – Éducation, information et renforcement des capacités
Satui Bentin	Directeur – Centre de documentation et d'information
Seema Deo	Chargée de projet – Éducation environnementale
Winona Alama	Assistante de division – Éducation environnementale, information et renforcement des capacités

